



Programme de résistance  
intellectuelle contre le  
wokisme  
suivi du Manifeste de  
l'anti-wokisme

*par Xavier-Laurent Salvador*

*Note pour l'Observatoire d'éthique universitaire*

*Novembre 2024*



# **Programme de résistance intellectuelle contre le Wokisme suivi du Manifeste de l'anti-wokisme**

*par Xavier-Laurent Salvador*

*Note pour l'Observatoire d'éthique universitaire*

*Novembre 2024*



<b>Programme de résistance intellectuelle contre le Wokisme suivi du Manifeste de l'anti-wokisme</b>	<b>3</b>
<b>Comprendre le wokisme et ses impacts</b>	<b>7</b>
<i>Les spécificités françaises : une résistance républicaine mise à l'épreuve</i>	8
<i>Adoption d'approches intersectionnelles dans les sciences sociales</i>	12
<b>Déconstruire les discours identitaires ?</b>	<b>17</b>
<i>Résister à l'accusation d'islamophobie</i>	19
<i>Répondre aux injonctions décoloniales</i>	24
<b>Défendre l'éducation et la recherche</b>	<b>33</b>
<i>Protéger l'école de la République</i>	33
<i>Défendre la recherche scientifique face aux biais idéologiques</i>	42
<i>Propositions pour protéger le supérieur</i>	48
<b>Repenser les espaces publics et professionnels</b>	<b>51</b>
<i>Neutralité dans le sport et les espaces créatifs</i>	51
<i>Combattre l'écriture inclusive, en entreprise aussi</i>	56
<b>Défendre les valeurs démocratiques</b>	<b>63</b>
<i>Résister aux atteintes au management démocratique</i>	64
<i>Faire face à la politisation de la société</i>	68
<b>Conclusion : Construire une résistance collective et intellectuelle</b>	<b>77</b>
<b>Manifeste de l'Anti-Wokisme</b>	<b>81</b>



## Comprendre le wokisme et ses impacts

Le wokisme est un phénomène d'origine anglo-saxonne, né sur les campus nord-américains dans le cadre de luttes pour la justice sociale. S'inscrivant dans des mouvements tels que les droits civiques, le féminisme et les revendications LGBTQ+, il s'est construit autour de concepts comme l'intersectionnalité, la déconstruction et les études décoloniales. Sa philosophie repose sur l'idée que des structures « systémiques » d'oppression – fondées sur la race, le genre ou la classe sociale – dominent les sociétés modernes et nécessitent une remise en question radicale faisant de tout le monde un victime, et de la « victimisation », un marqueur identitaire. La victimisation, dans le cadre de l'identitarisme woke, se définit comme une stratégie idéologique qui érige la condition de victime en critère central d'identité et de légitimité politique. Elle repose sur une lecture du monde où les individus et les groupes sont exclusivement perçus à travers le prisme de leurs oppressions réelles ou supposées, réduisant ainsi les relations humaines à une lutte perpétuelle entre dominants et dominés. Cette posture transforme la souffrance en capital symbolique, conférant une autorité morale à ceux qui se déclarent victimes et disqualifiant toute critique ou contradiction comme une violence supplémentaire. En essentialisant les identités et en les enfermant dans des récits d'oppression figés, la victimisation identitaire nie la possibilité d'une émancipation universelle et d'un dépassement des clivages. Elle devient alors un outil de division, opposant les groupes les uns aux autres au lieu de les rassembler autour de valeurs communes. Plus encore, en valorisant la plainte au détriment de l'action collective, elle fragilise la démocratie en minant les bases du débat et en substituant aux principes de responsabilité et de raison une logique de ressentiment et de confrontation perpétuelle.

Au fil des décennies, ce courant militant a connu une évolution marquée, s'étendant bien au-delà de sa sphère initiale. Dans les universités, il s'est imposé comme une grille de lecture omniprésente, reconfigurant des disciplines entières, des sciences sociales à la médecine. Plus largement, le wokisme influence aujourd'hui les pratiques culturelles, les politiques publiques, et jusqu'aux interactions sociales quotidiennes. L'usage d'un langage militant (écriture inclusive, expressions déconstruites) et la dénonciation de "privilèges" supposés participent à transformer en profondeur les espaces académiques et professionnels.

---

## **Les spécificités françaises : une résistance républicaine mise à l'épreuve**

En France, le wokisme s'est heurté à un socle institutionnel et culturel particulier, celui de la République universaliste. Ce modèle, fondé sur la laïcité et l'égalité des droits, a longtemps résisté aux logiques communautaristes et identitaires. Néanmoins, les dernières décennies ont vu émerger des tensions nouvelles, notamment dans les universités. Des concepts comme l'intersectionnalité et le privilège blanc ont été intégrés à certains programmes, modifiant en profondeur les discours académiques.

Le rapport de l'Observatoire des Idéologies Identitaires souligne que 62 % des thématiques abordées dans la recherche concernent le genre, témoignant de la domination de cette approche dans les sciences sociales françaises. Cette focalisation exclusive sur des cadres genrés ou intersectionnels a contribué à marginaliser d'autres axes de recherche, limitant la diversité intellectuelle. Parallèlement, les discours décoloniaux, souvent portés par des mouvements militants, ont radicalisé certaines approches, remettant en cause des fondements historiques et culturels.

Dans les sciences, le wokisme a entraîné une politisation croissante des méthodes et des objets de recherche. Les séminaires et projets académiques se multiplient autour de thèmes comme la "démasculinisation



des espaces professionnels” ou les “rapports intersectionnels de pouvoir”. Ces perspectives, bien que légitimes dans certains contextes, sont souvent imposées comme des normes exclusives, disqualifiant les approches alternatives. Le rapport cite notamment des dérives dans la cancérologie, où la théorie critique de la race a influencé les priorités scientifiques, détournant les ressources de la recherche médicale fondamentale.

Le champ éducatif n’est pas en reste. La formation des enseignants, en particulier, a vu l’introduction de cadres idéologiques inspirés par la pédagogie inclusive ou les pédagogies décoloniales. Ces approches, bien qu’animées par une volonté d’équité, risquent de fragiliser l’autorité des savoirs et la neutralité requise dans l’enseignement public. La montée en puissance des revendications identitaires dans les écoles, notamment à travers des collectifs comme les Hijabeuses, illustre les tensions croissantes entre neutralité républicaine et demandes communautaires.

L’objectif de cet essai est double. Il est d’abord et avant tout un exercice de commentaire composé du rapport annuel 2023 de l’Observatoire d’éthique universitaire. Il faut lire les deux ouvrages en même temps.

Il s’agit d’offrir une analyse approfondie du wokisme et de ses impacts, en mettant en lumière les dérives idéologiques et leurs conséquences sur la recherche, l’éducation, et la société française. Ensuite, il se veut un guide pratique, proposant des outils intellectuels et stratégiques pour répondre à ces enjeux. Que ce soit face à l’écriture inclusive imposée en entreprise, aux accusations d’islamophobie, ou à la politisation des pratiques académiques, il est essentiel de réaffirmer les principes fondamentaux d’universalité, de laïcité et de liberté académique.

En revenant sur des exemples concrets tirés des débats actuels, on invite à une réflexion collective sur la manière de défendre une société respectueuse de la diversité, mais ancrée dans des valeurs démocratiques et républicaines. Loin de rejeter les luttes légitimes pour l’égalité, il s’agit de

les replacer dans un cadre où le dialogue et la pluralité des idées restent au cœur de la démarche intellectuelle.

Le rapport de l'Observatoire souligne que ces travaux, bien qu'omniprésents, manquent souvent de renouvellement. Les thématiques de genre tendent à s'imposer comme des cadres d'analyse uniques et exclusifs. Les chercheurs notent que « cette distribution montre une nette prédominance de la question du genre, tant elles sont devenues répétitives et, par conséquent, peu innovantes, contrairement à ce que prétendent leurs promoteurs ». Cette uniformité intellectuelle n'est pas sans conséquences. Elle entraîne un appauvrissement de la diversité académique, en écartant les approches qui ne s'inscrivent pas dans les paradigmes dominants. Ce phénomène est particulièrement visible dans les sciences sociales, mais il s'étend également à des disciplines traditionnellement moins politisées, telles que la biologie ou la médecine.

L'influence des politiques européennes joue un rôle central dans cette dynamique. Le programme Horizon Europe, principal levier de financement de la recherche scientifique au sein de l'Union européenne, exige des institutions de présenter un « plan pour l'égalité des sexes » pour être éligibles aux subventions. Ce cadre, bien qu'initialement conçu pour promouvoir l'équité, a introduit un biais systématique. Les chercheurs sont contraints d'intégrer une dimension de genre dans leurs projets pour maximiser leurs chances de financement. Cette exigence est désormais devenue une norme institutionnelle, créant une dépendance des institutions académiques envers des critères davantage idéologiques que scientifiques. Les appels à projets, tels que *Feminisms for a New Age of Democracy* ou *Gender and Social, Economic and Cultural Empowerment*, concentrent des ressources importantes sur des sujets souvent militants, laissant peu de place aux approches plus généralistes ou divergentes.

En France, cette influence européenne se traduit par une adaptation des priorités nationales. Les agences publiques de financement, à l'instar de l'Agence nationale de la recherche (ANR), intègrent progressivement ces

exigences dans leurs propres critères d'évaluation. Cette convergence entre priorités européennes et nationales réduit l'autonomie académique et limite la diversité des axes de recherche. Le rapport observe que « cette recherche sur objectif se traduit par un cadrage idéologique de la recherche, qui entrave la diversité des approches ». Cette dynamique contribue à créer un cadre contraignant pour les chercheurs, qui doivent aligner leurs travaux sur des thématiques prédéfinies pour garantir leur accès aux ressources.

La question du genre, bien que légitime dans de nombreux contextes, devient ainsi un prisme systématique appliqué à des champs variés, allant de la sociologie au droit, en passant par la biologie. Par exemple, les séminaires académiques se concentrent de manière quasi exclusive sur ces thématiques, comme en témoigne l'atelier intitulé Militantisme et complicités minoritaires. Théories et pratiques des politiques queer contemporaines, organisé par l'EHESS. Ces approches, bien qu'intellectuellement stimulantes, ne laissent que peu de place à une remise en question ou à une exploration d'autres cadres analytiques.

Pour autant, le rapport ne rejette pas l'importance des études de genre. Il insiste sur la nécessité de rééquilibrer les priorités, en encourageant une recherche véritablement pluraliste et diversifiée. La France, bien qu'intégrée au système européen, conserve la possibilité de proposer des réformes visant à rétablir un équilibre entre innovation et pluralisme scientifique. Repenser les critères d'attribution des financements et diversifier les cadres de recherche pourraient permettre d'élargir les perspectives, tout en préservant l'indépendance intellectuelle des chercheurs.

Cet exemple met en lumière les défis posés par la prédominance des thématiques liées au genre dans la recherche. Il s'agit non pas de nier l'importance de ces travaux, mais d'interroger leur place hégémonique dans le paysage académique. En promouvant un pluralisme méthodologique et en encourageant des approches interdisciplinaires, il est

possible de restaurer une diversité intellectuelle essentielle pour répondre aux défis sociétaux de manière équilibrée et innovante.

---

## **Adoption d'approches intersectionnelles dans les sciences sociales**

L'intersectionnalité s'est imposée comme l'une des grilles d'analyse dominantes dans les sciences sociales contemporaines. Ce concept, introduit dans les années 1980 par Kimberlé Crenshaw, cherchait initialement à rendre compte des oppressions croisées subies par les femmes noires, à la fois en raison de leur sexe et de leur race. En France, cette approche a trouvé une place centrale dans les séminaires, les colloques et les publications académiques, redéfinissant en profondeur les méthodes et les priorités des sciences sociales.

Selon le rapport de l'Observatoire des Idéologies Identitaires, l'adoption de l'intersectionnalité dans la recherche française est marquée par une certaine systématisme. L'intersectionnalité y est souvent perçue comme une évidence méthodologique, un prisme quasi obligatoire à travers lequel analyser les réalités sociales. Cette omniprésence limite la diversité des cadres analytiques et tend à exclure d'autres approches, parfois jugées obsolètes ou inadéquates (Rapport de l'Observatoire, page 99). Les sciences sociales se trouvent ainsi polarisées autour de cette grille unique, au détriment d'une pluralité d'outils conceptuels.

Les projets académiques s'appuyant sur l'intersectionnalité se sont multipliés ces dernières années. Un colloque récent consacré aux « ethnographies féministes et queer » a illustré cette dynamique en explorant la manière dont cette approche peut amplifier les voix des minorités tout en dénonçant les biais épistémiques des méthodologies classiques (Rapport de l'Observatoire, page 95). Si de telles initiatives permettent indéniablement de mieux comprendre certaines expériences sociales, elles tendent également à homogénéiser le discours académique

en imposant des catégories prédéfinies. Dans le domaine de la formation, par exemple, des programmes destinés aux enseignants en éducation physique et sportive mobilisent systématiquement cette grille pour sensibiliser aux rapports sociaux de sexe, de classe et de race. Bien que ces initiatives visent à enrichir les pratiques pédagogiques, elles risquent de figer le débat en réduisant les situations sociales complexes à des schémas préétablis (Rapport de l'Observatoire, page 96).

Cette tendance à la généralisation de l'intersectionnalité ne se limite pas à l'Université. Les politiques publiques et les programmes de financement contribuent également à l'institutionnaliser. Le programme européen Horizon Europe exige, par exemple, que les projets de recherche intègrent explicitement des dimensions genrées ou intersectionnelles pour être éligibles aux subventions. Ce critère, bien qu'initialement conçu pour favoriser l'inclusion, produit un effet inverse en imposant un biais idéologique aux chercheurs. Ces derniers, pour maximiser leurs chances de financement, sont incités à conformer leurs travaux à ces cadres d'analyse, parfois au détriment d'approches alternatives ou plus innovantes (Rapport de l'Observatoire, page 97).

Les conséquences de cette hégémonie sont multiples. En monopolisant les financements et les projets académiques, l'intersectionnalité peut réduire l'indépendance intellectuelle des chercheurs et freiner la diversité méthodologique nécessaire à toute recherche rigoureuse. Cependant, comme le note le rapport, il est encore possible de rééquilibrer cette dynamique. Une réflexion collective sur la place de l'intersectionnalité dans les sciences sociales pourrait permettre de restaurer un pluralisme épistémique essentiel pour garantir l'innovation. En reconnaissant la légitimité de cette approche tout en questionnant son hégémonie, la recherche française pourrait s'ouvrir à une diversité d'outils et de perspectives.

En définitive, si l'intersectionnalité a incontestablement enrichi les sciences sociales en mettant en lumière des rapports de pouvoir

complexes, son usage systématique soulève des questions sur la vitalité intellectuelle des disciplines concernées. Repenser son rôle et encourager des cadres d'analyse variés représentent des enjeux cruciaux pour préserver la liberté académique et garantir une recherche équilibrée et innovante.

## Séminaire EHESS 'Présences sociales : genre, *care* et temporalités'

Le séminaire « Présences sociales : genre, *care* et temporalités » proposé à l'EHESS constitue une illustration typique des dérives idéologiques dénoncées par l'Observatoire des Idéologies Identitaires. Inscrit dans le tronc commun du parcours « Santé, médecine, question sociale », il explore des thématiques liées au genre et au *care* sous une approche explicitement intersectionnelle, qui tend à imposer cette grille comme une évidence analytique.

Les objectifs affichés du séminaire consistent à introduire les étudiants aux questions de genre et du *care*, en mettant l'accent sur les liens entre ces notions et les temporalités sexuées. Ces temporalités, concept central du séminaire, visent à révéler les formes de domination genrée dans les pratiques de *care* et les processus d'accompagnement. En s'appuyant sur une sociologie des « présences sociales », le séminaire mobilise des catégories genrées pour analyser des interactions complexes impliquant des humains, des dispositifs techniques ou administratifs, voire des animaux. Les champs d'application incluent des contextes variés, allant des pratiques professionnelles aux relations interpersonnelles (Rapport de l'Observatoire, page 95).

Bien que ce séminaire ambitionne d'enrichir la compréhension des dynamiques sociales, il en illustre également les limites idéologiques. Comme le souligne le rapport, ce type d'approche reflète une volonté de politiser les sciences sociales en réduisant des phénomènes complexes à des catégories prédéfinies basées sur le genre, la race et les rapports de

pouvoir intersectionnels. Ces choix méthodologiques, qui privilégient une seule grille d'analyse, ne laissent guère de place à des perspectives alternatives ou critiques. Cette uniformité analytique enferme les chercheurs dans un cadre normatif qui limite l'innovation scientifique et entrave la diversité des approches (Rapport de l'Observatoire, page 96).

Cette dérive ne s'arrête pas au choix des méthodologies. Elle influence également les finalités mêmes de la recherche. Le séminaire ne se contente pas de produire des connaissances : il s'inscrit dans un projet politique et militant. Les dimensions morale et pratique mises en avant, bien qu'intéressantes sur le plan descriptif, servent essentiellement à justifier une vision normative des rapports sociaux. Cette orientation illustre la porosité croissante entre militantisme et recherche, phénomène qualifié par le rapport de « gangrène de l'édition scientifique » en raison de la perte d'autonomie et d'objectivité dans la production du savoir (Rapport de l'Observatoire, page 98).

Enfin, ce séminaire participe à l'institutionnalisation de ces cadres idéologiques dans l'enseignement supérieur. En les intégrant aux programmes universitaires, il contribue à façonner une nouvelle génération de chercheurs formés à des méthodologies biaisées et à des visions uniformisées des dynamiques sociales. Cette normalisation, comme le souligne le rapport, représente un risque pour le pluralisme scientifique et la diversité méthodologique. Elle rend difficile l'émergence de perspectives alternatives, pourtant indispensables à la vitalité intellectuelle et à l'innovation académique (Rapport de l'Observatoire, page 99).

Comme souvent, derrière les ambitions affichées de réflexion critique et d'innovation méthodologique se cache une instrumentalisation des savoirs au service d'un projet idéologique. Repenser ces pratiques apparaît indispensable pour restaurer la neutralité et l'indépendance des sciences sociales, deux piliers essentiels de la recherche académique.





## Déconstruire les discours identitaires ?

Les idéologies identitaires se définissent comme des représentations du monde où la valeur et le positionnement des individus sont interprétés exclusivement à travers le prisme d'une identité spécifique, qu'elle soit ethnique, sexuelle, culturelle, religieuse ou autre. Contrairement à l'universalisme, qui valorise les qualités humaines communes et les droits inaliénables de chaque individu, l'identitarisme tend à enfermer les personnes dans des catégories fixes, souvent imposées par des critères externes. Ces catégories reposent sur des caractéristiques supposées, comme la couleur de la peau, le genre ou l'appartenance religieuse, et assignent aux individus des comportements ou des positions sociales sur la seule base de leur appartenance à ces groupes (Rapport de l'Observatoire, page 12).

Cette vision réductrice de l'identité, bien qu'elle prétende valoriser la diversité, peut paradoxalement aggraver les divisions sociales. En enfermant les personnes dans des identités figées, on nie la complexité et la richesse des parcours individuels. Par exemple, plutôt que de percevoir un individu comme une personne à part entière, les idéologies identitaires réduisent cette personne à une étiquette – “Noir”, “Blanc”, “homme”, “femme”, “chrétien” ou “musulman” – et en tirent des conclusions sur son comportement, ses privilèges ou ses oppressions. Cette approche simpliste limite la possibilité d'une compréhension authentique et empêche de considérer l'individu comme un être complexe, traversé par une multiplicité d'expériences et de choix (Rapport de l'Observatoire, page 15).

Depuis une décennie, un identitarisme dit empathique, parfois qualifié de bienveillant, s'est développé. Porté par une volonté de réparation historique et sociale, il cherche à valoriser les identités marginalisées ou discriminées. Cette approche peut sembler légitime dans un contexte où

certaines voix ou expériences ont été historiquement invisibilisées. Cependant, en mettant un accent exclusif sur les différences identitaires, ce courant finit par renforcer les cloisonnements sociaux qu'il entendait dénoncer. Ce paradoxe est au cœur des critiques formulées par l'Observatoire, qui alerte sur les dangers d'une telle logique essentialiste (Rapport de l'Observatoire, page 18).

Le processus d'assignation identitaire, souvent motivé par une volonté de justice sociale, aboutit à une rigidité des catégories et empêche toute fluidité dans les parcours individuels. L'individu n'est plus perçu comme une personne capable de se définir librement, mais comme un membre indissociable d'un groupe, porteur de droits ou de torts collectifs. Cette vision conduit à des pratiques de discrimination inversée ou à des revendications sociales fondées sur des privilèges supposés ou sur des oppressions réelles ou exagérées (Rapport de l'Observatoire, page 20).

Pour déconstruire les discours identitaires, il est nécessaire d'adopter une posture critique vis-à-vis de ces catégorisations rigides. Cela implique de remettre en question les présupposés selon lesquels l'identité serait une essence immuable ou une condition première déterminant les comportements, les relations sociales ou les dynamiques de pouvoir. Une telle démarche ne consiste pas à nier l'existence des discriminations ou des injustices historiques, mais à refuser de figer les individus dans des rôles prédéfinis. Elle invite au contraire à reconnaître la diversité des expériences humaines et à promouvoir une vision plus nuancée des identités (Rapport de l'Observatoire, page 25).

Les idéologies identitaires, en mettant l'accent sur les différences, risquent de fragmenter la société en multipliant les frontières symboliques entre les groupes. Cette logique de segmentation produit une société où les individus se perçoivent moins comme des partenaires dans un projet commun que comme des acteurs en compétition pour la reconnaissance de leur identité spécifique. Cette dynamique menace l'idéal universaliste, qui repose sur la capacité à transcender les différences pour construire une

communauté fondée sur des valeurs partagées (Rapport de l'Observatoire, page 28).

Pour contrer cette tendance, il est essentiel de privilégier une approche qui valorise les individus dans leur singularité, tout en refusant de les réduire à une seule facette de leur identité. Cette démarche repose sur une vision inclusive et universaliste, capable de reconnaître la richesse des parcours individuels sans enfermer ces derniers dans des catégories rigides. En défendant la diversité des expériences humaines tout en réaffirmant l'importance de l'universalisme, il devient possible de déconstruire les discours identitaires et de reconstruire des espaces de dialogue et de compréhension mutuelle.

---

## Résister à l'accusation d'islamophobie

Le terme «islamophobie» trouve ses origines au début du XX<sup>e</sup> siècle, notamment dans le contexte colonial français. Il a été employé par des administrateurs et ethnologues pour décrire une attitude hostile envers l'islam, perçue comme un obstacle à la mission civilisatrice de la France en Afrique. Ce concept est resté relativement marginal jusqu'à sa résurgence dans les années 1990, où il a été mobilisé pour dénoncer les discriminations et les préjugés subis par les musulmans en Europe. L'accusation d'islamophobie soulève des enjeux complexes au sein des sociétés contemporaines, notamment en France. Ce terme, souvent employé pour dénoncer des attitudes hostiles envers l'islam ou les musulmans, est parfois utilisé de manière extensive, englobant des critiques légitimes de la religion ou de ses pratiques. Cette utilisation élargie peut entraver la liberté d'expression et limiter le débat public sur des questions sociétales importantes. De plus, l'adoption de modèles libéraux anglo-saxons, diffusés par des institutions comme l'Union européenne, influence la manière dont la recherche académique aborde ces sujets, favorisant des approches qui peuvent restreindre la critique de certaines idéologies ou

pratiques religieuses. Qualifier l'islamisme de totalitarisme n'est pas novateur et devient même courant aujourd'hui sans faire plus question (Extrait du rapport : Punir l'islamophobie ? La justice française face aux discours et actes antimusulmans. Séminaire, 27 mars 2023.). Cependant, les implications et les apories que cela soulève pour la pensée politique sont toujours laissées dans l'ombre. Cette observation met en lumière la nécessité d'une analyse approfondie des phénomènes islamistes, au-delà des étiquettes simplistes, afin de comprendre leurs dynamiques internes et leurs impacts sur les sociétés contemporaines.

Ainsi, il est crucial de distinguer entre une critique légitime de l'islamisme en tant qu'idéologie politique et des sentiments hostiles envers les musulmans en tant qu'individus. Cette distinction permet de préserver la liberté d'expression tout en protégeant les individus contre la discrimination. Une compréhension nuancée de ces concepts est essentielle pour favoriser un débat public éclairé et constructif sur les questions liées d'une part à l'islam, et d'autre part à l'islamisme.

## **Colloque 'La République autoritaire : islam de France et illusion républicaine'**

Organiser un colloque intitulé « La République autoritaire : islam de France et illusion républicaine » suscite de nombreuses interrogations, tant sur le plan de la rigueur académique que sur ses implications sociétales et politiques. Un tel intitulé pose problème en ce qu'il préjuge non seulement des conclusions des débats, mais qu'il impose également une grille de lecture idéologique, compromettant ainsi la neutralité requise dans un cadre universitaire.

Le choix des termes « République autoritaire » et « illusion républicaine » véhicule une critique implicite du modèle républicain français. La République est présentée comme une entité oppressive, et ses valeurs universalistes comme une « illusion ». Cette perspective contribue à

alimenter un discours souvent réducteur qui associe les principes républicains, notamment la laïcité, à des pratiques autoritaires ou discriminatoires. Or, cette association méconnaît les fondements historiques de la laïcité en France, qui reposent sur la séparation des Églises et de l'État, ainsi que sur la neutralité religieuse dans l'espace public, et vise à garantir l'égalité des citoyens indépendamment de leurs croyances.

Le titre de ce colloque peut également laisser entendre que la République française est intrinsèquement hostile à l'islam ou qu'elle cherche à imposer un « islam de France » artificiel et contrôlé. Cette formulation reflète une approche polémique qui risque de nourrir les tensions sociales au lieu de les apaiser. En ciblant spécifiquement l'islam, ce type de discours peut accentuer un sentiment de stigmatisation chez les citoyens musulmans, tout en renforçant les divisions au sein de la société française. Une telle posture contraste avec l'objectif affiché de l'université, qui est de favoriser la réflexion critique et le dialogue, plutôt que de polariser les débats autour de positions idéologiques préconçues.

Un autre problème réside dans la portée militante d'un tel colloque, qui peut être perçue comme une tentative de disqualifier les principes républicains au profit d'une critique univoque. En qualifiant la République d'« autoritaire », on en réduit la complexité et on écarte les nuances indispensables à tout débat académique sérieux. Ce type de discours peut également s'inscrire dans une rhétorique plus large visant à délégitimer les institutions publiques et leurs efforts pour encadrer la pratique religieuse dans le respect de la loi. En cela, le colloque reflète une dérive fréquente dans certains milieux universitaires où la recherche critique est parfois remplacée par des plaidoyers militants.

Enfin, l'organisation d'un colloque avec un tel intitulé peut poser des questions sur l'impact de ces débats sur l'opinion publique et sur l'image de l'université elle-même. En donnant l'impression que les institutions académiques soutiennent des critiques radicales ou biaisées, on peut

affaiblir la confiance dans la capacité de l'université à produire un savoir indépendant et rigoureux. Cela risque de discréditer les travaux académiques auprès d'un public plus large, qui attend des analyses dépassionnées et argumentées plutôt que des prises de position tranchées.

En préjugant des conclusions et en adoptant une posture polémique, il limite la possibilité d'un véritable dialogue et d'une réflexion pluraliste sur des questions pourtant essentielles. Il invite à repenser le rôle des universités dans la gestion des débats sociétaux et à réaffirmer l'importance de la neutralité et de la rigueur intellectuelle dans l'organisation de tels

## **Journée d'étude sur les discours antimusulmans**

L'intitulé complet de la journée d'étude « Punir l'islamophobie ? La justice française face aux discours et actes antimusulmans », organisée le 27 mars 2023, suscite de vives interrogations sur ses objectifs, ses implications académiques et son impact sociétal. Cet événement, porté par le séminaire « Islams et musulmans de France : nouveaux terrains, approches et paradigmes », coordonné par l'IISMM, l'EHESS, MESOPOLHIS et l'IREMAM, met en lumière des tensions profondes entre la lutte contre les discriminations et le respect des principes républicains, notamment celui de la laïcité.

En suggérant une réflexion sur la possibilité de « punir l'islamophobie », la journée d'étude soulève une problématique qui heurte de plein fouet l'idéal laïque français. La laïcité, en garantissant la neutralité de l'État à l'égard des croyances religieuses, établit une distinction claire entre critique des religions et respect des individus. Cette distinction est cruciale pour permettre un débat ouvert sur les systèmes religieux, tout en protégeant les citoyens contre toute forme de discrimination. Or, en assimilant potentiellement toute critique de l'islam à une forme d'islamophobie, cette journée d'étude brouille ces frontières

fondamentales, risquant ainsi d'entraver la liberté d'expression et de débat public.

L'un des principes fondamentaux de la laïcité est la possibilité de critiquer librement les religions, y compris l'islam, sans que cette critique soit assimilée à un acte discriminatoire. Ce principe, enraciné dans l'histoire républicaine, garantit que les idées peuvent être discutées, contestées et réévaluées dans un cadre démocratique. Cependant, la problématique même de cette journée semble inverser cette dynamique en plaçant les croyances religieuses au-dessus de toute contestation. En suggérant que certains discours pourraient être sanctionnés juridiquement en raison de leur critique de l'islam, cet événement remet implicitement en cause la neutralité et l'universalité du modèle républicain, fondements essentiels de la laïcité.

De plus, la figure de l'intervenant principal, Abdellali Hajjat, connu pour ses travaux sur les discriminations systémiques, apporte un éclairage militant à cette problématique. Si ses recherches contribuent à documenter les injustices subies par les populations musulmanes, elles tendent également à interpréter la laïcité comme un outil d'oppression systémique. Cette vision, en s'opposant frontalement au cadre républicain, accentue les tensions déjà vives autour de la place de la religion dans l'espace public. En ce sens, la journée d'étude peut être perçue comme une tentative de redéfinir les principes laïques au profit d'une logique communautariste.

Le rapport de l'Observatoire des Idéologies Identitaires souligne que ce type d'événement participe à une politisation croissante de l'université, où certaines thématiques sont abordées sous des angles exclusifs, excluant toute diversité d'opinions. En se concentrant presque exclusivement sur la dénonciation des discours antimusulmans, cette journée néglige d'interroger les tensions entre critique des religions et protection des croyants, une distinction centrale pour comprendre les dynamiques sociales en France (Rapport de l'Observatoire, page 90). En insistant sur la notion de « punir », la journée semble également introduire une

hiérarchisation des croyances religieuses, en suggérant que l'islam nécessiterait une protection particulière face à la critique. Une telle position est difficilement compatible avec la laïcité, qui repose sur un traitement égal de toutes les croyances et non-croyances. Cette approche risque non seulement de polariser davantage les débats publics, mais aussi de fragiliser l'adhésion collective au modèle républicain.

Voilà qui illustre les tensions profondes entre les logiques militantes et les principes fondamentaux de la laïcité. En adoptant une posture normative qui semble privilégier la protection d'une religion particulière au détriment de la critique libre, cet événement remet en question l'équilibre fragile entre liberté d'expression et lutte contre les discriminations. Repenser ces initiatives dans le respect des valeurs républicaines apparaît indispensable pour garantir la neutralité académique et préserver l'universalité des principes laïques.

---

## Répondre aux injonctions décoloniales

L'idéologie décoloniale émerge comme une critique radicale des structures de pouvoir et de domination héritées des périodes coloniales. Inspirée des travaux de penseurs postcoloniaux comme Frantz Fanon et Aimé Césaire, elle se développe à partir des années 1990 dans les milieux universitaires latino-américains et anglo-saxons. Elle propose une relecture de l'histoire et des relations sociales à travers le prisme de la colonisation et de ses conséquences persistantes. L'idéologie décoloniale se distingue des études postcoloniales par son rejet explicite des cadres épistémologiques occidentaux, qu'elle considère comme des outils d'oppression. Elle appelle à une déconstruction des savoirs dominants et à une valorisation des épistémologies alternatives issues des populations colonisées.



Au cœur de cette idéologie se trouve la dénonciation de la « colonialité », un concept qui dépasse la simple domination politique ou économique des empires coloniaux. La colonialité désigne la perpétuation des logiques coloniales dans les structures sociales, culturelles et mentales, même après les indépendances formelles. Selon les théoriciens décoloniaux, ces logiques continuent de structurer les inégalités mondiales, les hiérarchies raciales et l'organisation du savoir. L'universalisme, pilier des Lumières européennes, est ainsi perçu comme une forme de colonialité de la pensée, imposant des normes occidentales au détriment des cultures et savoirs non occidentaux. L'idéologie décoloniale se manifeste également par une critique virulente des États-nations modernes, considérés comme des héritages coloniaux oppressifs. En Europe, elle s'inscrit dans un discours militant dénonçant des institutions telles que l'école ou l'université, accusées de reproduire des logiques racistes et impérialistes. Ce militantisme s'accompagne d'une valorisation des « savoirs situés », qui privilégient les récits et expériences des populations historiquement marginalisées.

Toutefois, cette idéologie suscite des débats. Si ses apports permettent de mieux comprendre certaines dynamiques d'exclusion, ses excès peuvent conduire à une essentialisation des identités et des cultures, enfermant les individus dans des catégories rigides fondées sur leur origine ou leur histoire coloniale. En rejetant l'universalisme, l'idéologie décoloniale risque également de fragmenter les sociétés en multipliant les revendications identitaires et en sapant les fondements du dialogue démocratique. À partir de l'idéologie décoloniale, notamment, se développe une nouvelle forme de discours légitimant l'antisémitisme: selon les plus radicaux des théories décoloniales, la survivance de ce qu'ils appellent eux-mêmes « l'état colonial d'Israël » dans le monde constituerait une survivance d'un affront dont le monde devrait être lavé coûte que coûte.

## Séminaire EHESS 'Décolonial et universel'

Le séminaire « Décolonial et universel : perspectives croisées », organisé à la Maison des sciences de l'homme de Bordeaux, se présente comme un espace de réflexion collective où les participants explorent les concepts théoriques du décolonialisme. À première vue, cette initiative semble encourager un dialogue ouvert entre disciplines et chercheurs. Cependant, en examinant ses objectifs et son fonctionnement, ce séminaire reflète certaines dérives contemporaines qui questionnent la mission fondamentale de l'université : la production et la transmission de savoirs rigoureux et critiques.

Un premier aspect problématique réside dans la méthodologie revendiquée par les organisateurs. Selon la description officielle, ce séminaire est « animé par des non-spécialistes » et se distingue par l'absence de hiérarchie intellectuelle. La personne chargée d'introduire les séances n'est pas considérée comme une autorité sur les textes étudiés et a même le droit de dire « je ne sais pas ». Si cette posture horizontale peut sembler démocratique, elle soulève des interrogations sur la qualité des débats académiques et la responsabilité intellectuelle des participants. L'université, en tant qu'institution, repose sur l'expertise et la rigueur méthodologique pour garantir une réflexion critique. En valorisant l'amateurisme et en refusant toute autorité académique, ce séminaire risque de diluer les exigences scientifiques et de réduire les discussions à des échanges subjectifs.

Le choix de ne pas « pointer tel ou tel défaut » dans les lectures étudiées reflète également une orientation idéologique. En encourageant une approche exclusivement positive des textes décoloniaux, le séminaire s'éloigne d'une démarche critique, pourtant essentielle à la recherche universitaire. L'idée que les participants doivent « penser avec les auteurs et non pas contre eux » limite la capacité à interroger les présupposés ou les contradictions de ces théories. Cette absence de critique va à l'encontre de

la mission de l'université, qui est de former des esprits capables de questionner les idées reçues et de contribuer à un débat intellectuel rigoureux.

Le cadre conceptuel du séminaire renforce cette dérive. Le « décolonial » y est défini comme un « processus de déprise de la colonialité du pouvoir », un concept volontairement « souple » qui se prête à des interprétations multiples. Cette définition évasive peut servir à légitimer des discours variés, parfois contradictoires, sans les soumettre à une évaluation scientifique rigoureuse. En promouvant un « dialogue » entre des notions telles que « post », « dé » et « anti », le séminaire semble privilégier l'adhésion à une idéologie plutôt que la clarification conceptuelle. Ce flou intellectuel compromet la possibilité d'une véritable innovation théorique et risque de renforcer une pensée conformiste dans les milieux académiques.

Enfin, l'organisation même de ce séminaire illustre une dérive plus large : l'université devient un lieu de validation des courants idéologiques plutôt qu'un espace de contestation intellectuelle. En se positionnant comme un lieu de « constellations théoriques » où les chercheurs sont « rassemblés », le séminaire met l'accent sur la cohésion idéologique au détriment de la confrontation des idées. Cette posture risque de marginaliser les voix dissidentes et de transformer les débats académiques en un exercice d'autolégitimation.

Ce séminaire incarne une dérive contemporaine de l'université, où la rigueur critique et l'exigence méthodologique sont parfois sacrifiées au profit de l'adhésion à des cadres idéologiques. Cette évolution, bien qu'elle prétende démocratiser la recherche, risque de fragiliser la crédibilité scientifique des institutions académiques. Réaffirmer les principes fondamentaux de l'université – la rigueur, la critique et la diversité des perspectives – est essentiel pour préserver la vitalité et l'indépendance de la recherche.

## Colloque sur les 'écritures et scènes décoloniales'

Le colloque « Écritures et scènes décoloniales : quelles modalités esthétiques, quels imaginaires scéniques ? Perspectives transnationales », organisé à l'Université Paul Valéry (Montpellier) en avril 2023, constitue un exemple révélateur des tensions entre exploration artistique, engagement idéologique et rigueur académique. Sous l'apparence d'un projet centré sur les modalités esthétiques des pratiques décoloniales, ce colloque pose des questions fondamentales sur la manière dont l'université aborde les intersections entre création artistique, revendications identitaires et analyse critique.

L'objectif annoncé de cette journée d'études est d'interroger les imaginaires scéniques et les « gestes artistiques animés d'enjeux décoloniaux » à travers des productions d'artistes afro-descendants et afro-contemporains. Inspiré par les travaux de Pap Ndiaye sur la « condition noire », le colloque se donne pour mission d'explorer des territoires esthétiques et politiques, tout en valorisant des pratiques artistiques marginalisées. À première vue, une telle initiative semble offrir une opportunité précieuse de réfléchir aux spécificités des créations artistiques issues des dynamiques postcoloniales. Cependant, la méthodologie et l'orientation idéologique du colloque posent problème, à la fois sur le plan académique et institutionnel.

Un premier point d'interrogation réside dans la nature de la « réflexion esthétique » annoncée. En liant de manière systématique les pratiques artistiques à des « enjeux décoloniaux », le colloque semble réduire l'art à une fonction politique ou identitaire. Cette instrumentalisation de l'art, bien qu'elle permette de mettre en lumière des voix longtemps marginalisées, peut limiter la diversité des approches analytiques. En effet, en plaçant les œuvres dans une perspective décoloniale prédéfinie, on risque de négliger d'autres dimensions esthétiques ou narratives qui pourraient enrichir leur compréhension. L'université, qui devrait être un

espace d'exploration critique, se trouve ici enfermée dans un cadre idéologique, où les créations sont interprétées avant tout comme des manifestations d'une lutte politique.

De plus, le choix de focaliser exclusivement sur des artistes afro-descendants ou afro-contemporains interroge la portée universaliste de ce type de démarche. Bien que la valorisation des récits minoritaires soit légitime, l'accent mis sur une seule origine culturelle ou géographique peut renforcer les logiques d'assignation identitaire. Ce type de cloisonnement, loin de promouvoir une réflexion transnationale véritablement ouverte, tend à essentialiser les productions artistiques en fonction de leur origine. L'art devient ainsi un outil pour valider une narration identitaire prédéfinie, plutôt qu'un objet d'étude complexe et pluriel.

Un autre point problématique est l'absence de place pour une analyse critique des « gestes décoloniaux » évoqués. La description du colloque met en avant une célébration des pratiques artistiques, sans envisager la possibilité de les questionner ou de les confronter à d'autres cadres interprétatifs. En limitant les débats à une lecture positive et consensuelle, le colloque exclut la richesse d'une réflexion contradictoire, essentielle à toute démarche académique. Ce choix méthodologique illustre une dérive fréquente dans les milieux universitaires actuels, où l'engagement idéologique tend à supplanter l'exigence critique.

Enfin, ce colloque reflète une dynamique institutionnelle plus large, où l'université devient un espace de validation des luttes identitaires au détriment d'une réflexion pluraliste. En adoptant un cadre exclusif axé sur les revendications décoloniales, ce type d'événement marginalise les approches alternatives et les voix critiques, tout en contribuant à une polarisation des débats. Cette posture, bien qu'elle prétende valoriser la diversité, risque paradoxalement d'enfermer les productions artistiques et les réflexions esthétiques dans des catégories rigides.

Ce colloque « Écritures et scènes décoloniales » incarne une problématique récurrente dans les dérives contemporaines de l'université : la tension entre exploration esthétique, engagement idéologique et rigueur académique. En réduisant l'art à un outil de revendication identitaire, ce type d'initiative remet en question la capacité de l'université à proposer une réflexion critique et ouverte. Repenser ces approches est essentiel pour préserver la vitalité intellectuelle et garantir un espace académique véritablement inclusif et pluraliste.

### **Conférence 'l'indigenous gaze' réinterprétant les pratiques visuelles**

Le séminaire « The Indigenous Gaze – Decolonizing Visual Cultures », organisé le 12 avril 2023 dans le cadre des séminaires Archivo, explore la représentation de l'indigénéité dans l'art contemporain à travers une approche décoloniale. Présenté comme une série de webinaires, cet événement réunit universitaires, artistes et conservateurs pour examiner le concept du « regard » dans la culture visuelle. L'objectif affiché est de déconstruire les conceptualisations occidentales de l'image et d'aborder l'indigénéisation comme un outil de décolonisation des champs de l'art contemporain et des études visuelles.

Ce séminaire, bien que riche d'intentions louables, illustre plusieurs problématiques récurrentes des approches décoloniales dans les milieux universitaires et artistiques contemporains. Le cadre conceptuel du séminaire, centré sur le « regard indigène », soulève d'abord la question d'une essentialisation des perspectives culturelles. En plaçant la notion d'indigénéité au cœur de la réflexion visuelle, l'événement tend à définir les pratiques artistiques et curatoriales indigènes comme intrinsèquement différentes des cadres occidentaux. Une telle posture risque de renforcer des stéréotypes culturels, en attribuant aux artistes autochtones des identités figées et en réduisant leurs productions à des expressions de leur

indigénéité, plutôt qu'à des œuvres capables d'interroger des problématiques universelles.

L'orientation générale de ce séminaire reflète également une tendance à instrumentaliser l'art et la culture pour des objectifs politiques. En se concentrant sur la décolonisation des pratiques curatoriales et esthétiques, ce séminaire semble privilégier une lecture militante de l'art contemporain, au détriment d'une exploration véritablement critique et nuancée. Cette focalisation idéologique limite la portée des discussions académiques, qui devraient permettre une confrontation des idées et des cadres analytiques. Le séminaire, en insistant sur une vision exclusivement décoloniale, ne laisse guère de place à d'autres grilles de lecture susceptibles d'enrichir la compréhension de la culture visuelle contemporaine.

Par ailleurs, l'idée d'une « indigénéisation de l'image » en tant que moyen de décoloniser les champs artistiques et visuels pose des questions sur la méthodologie et les implications épistémologiques d'un tel projet. Si l'indigénéisation peut être perçue comme une démarche réparatrice, elle risque aussi de marginaliser les influences croisées et hybrides qui caractérisent les pratiques artistiques modernes. En valorisant une approche décoloniale normative, le séminaire pourrait paradoxalement réduire la diversité des productions artistiques, en imposant un cadre exclusif qui privilégie les œuvres et les pratiques correspondant à cette vision.

Enfin, ce séminaire reflète une dérive plus large dans les approches universitaires actuelles, où des problématiques complexes sont abordées sous un angle militant qui risque de polariser les débats. En se concentrant presque exclusivement sur les « pratiques décoloniales », il existe un risque de renforcer des tensions idéologiques entre les traditions occidentales et non occidentales, au lieu de promouvoir un dialogue véritablement inclusif et enrichissant. Cette polarisation va à l'encontre de la mission académique, qui devrait privilégier l'échange intellectuel et la confrontation des perspectives.

En conclusion, le séminaire « The Indigenous Gaze » illustre une problématique récurrente dans les approches contemporaines de la culture visuelle : l'équilibre difficile entre la valorisation des pratiques non occidentales et le risque d'une instrumentalisation idéologique. Si la décolonisation des pratiques curatoriales et artistiques peut constituer une démarche légitime, elle doit être accompagnée d'une réflexion critique sur ses limites et ses implications. Seule une approche pluraliste, ouverte à la diversité des cadres analytiques et des expressions artistiques, permettra de dépasser ces tensions et de réaffirmer l'université comme un espace de confrontations entre analyses et interprétations.



## Défendre l'éducation et la recherche

---

### Protéger l'école de la République

Puisse cet essai participer au réarmement intellectuel des parents dont la progéniture, embarquée parfois malgré elle dans les sables mouvants des études en lettres, en histoire, en géographie ou en sociologie, se trouve confrontée à la déconstruction des savoirs mise en œuvre par des inconscients qui – déjà incapables de les former aux fondamentaux de la langue et de l'histoire – prétendent en plus en faire les soldats d'une cause plus noble: la rédemption du monde occidental. Jamais le clivage générationnel n'aura à ce point été exacerbé par une pseudo-pédagogie déconstructiviste qui désigne son ennemi: la pensée blanche des parents ; à ses soldats: nos enfants. Or c'est bien d'eux, et de notre avenir, dont il est question ici. Mais pour le comprendre, encore faut-il comprendre la relation essentielle qui existe entre la formation de la jeunesse sur les bancs de l'université, et la démocratie. La nature de la personne en discours est construite entre le pathos, qui caractérise ce en quoi il croit et qui est du registre du sentiment, de l'affect et de la passion d'une part ; et de l'autre, de l'ethos qui caractérise la construction rationnelle de sa personne. La controverse se distingue de la dispute parce que la controverse met en jeu les systèmes de pensée rationnel tandis que la dispute voit s'affronter des systèmes de croyance. On peut avoir tort et comprendre que l'on s'est trompé en science: cela remet en cause son propre ethos ; mais pas sa personne. Il est toujours possible de se reconstruire à partir d'une démonstration juste de la vérité qui fait progresser les deux camps adversaires. Einstein pouvait admettre qu'une seule expérience remît en cause sa théorie: si tel avait été le cas, il serait sorti plus savant des défauts de son système...

En revanche, lorsque le pathos est atteint: c'est toute la personne morale qui est bouleversée.

Imaginez maintenant que tout scientifique, au lieu d'engager son intelligence et son système dans la démonstration scientifique y engage non pas ce qu'il croit savoir, mais ce qu'il est. Ce qu'il est pour de vrai. Il déplacerait alors l'enjeu de ce qu'il pense à ce dont il est convaincu et qui régit son existence. Imaginez qu'il ait tort. Ce n'est plus sa pensée qui s'effondre, mais son être. Voilà qui résume le problème des théories du genre et de la race qui décentrent les enjeux de la pseudo-controverse scientifique (la race mentale existe-t-elle ? Le genre mental est-il une donnée objective ?) à la dispute: lorsque l'on s'affronte à un jeune étudiant qui croit au « réveil » des consciences, il se sent attaqué non pas sur une construction rationnelle, mais dans son intime conviction pour ne pas dire dans sa foi. C'est pour cela que bien souvent, les affrontements autour de ces questions les questions de genre et de race semblent relever d'une rhétorique de foi, voire de secte: elles mettent en jeu non pas l'éthique de l'individu, mais sa construction personnelle et ce sur quoi repose sa personne même.

Dans de récents travaux universitaires, de jeunes doctorants mettent en avant leur rôle de « conscientisation »: la recherche consiste pour eux non plus à rendre compte avec plus ou moins d'ascèse d'un observable, mais à « faire prendre conscience » aux gens qu'ils interrogent des mécanismes sous-jacents dont ils seraient victimes sans le savoir: le racisme, le mépris de genre, l'hétéropatriarcat. En renonçant d'emblée à la neutralité axiologique si chère à Max Weber, ces « chercheurs » s'affranchissent en fait des règles déontologiques qui fondent l'éthique du chercheur. En ce sens, ils accentuent le brouillage en raison et sentiment: ce qui est le fait même des discours sectaires et dangereux.

La conséquence de leur implantation dans l'épistémè universitaire, c'est le bouleversement de la cartographie des savoirs ouvrant la porte à la pénétration de l'irrationalité dans le champ de la connaissance, et de son enseignement. Alors: pourquoi n'enseigne-t-on pas la magie à l'école ? Parce que si l'Université reconnaît la magie comme tekhnê, comme pratique: elle la refuse comme épistémê. L'Université maintient étanche la

frontière entre la science et la magie... Mais si l'on bascule dans un univers fondé sur la quête du ressenti – c'est toute la cartographie des savoirs qui sera abolie.

Mais attention: le jargon scientifique est un outil rhétorique d'une force extrême qui connote le sérieux. Le décolonialisme part d'un aphorisme simple: toute affirmation « tu es » procède d'une grille de lecture culturelle liée à un « Je » qui reflète en miroir l'opinion de cette culture. Soit le « Je » y adhère, soit au contraire il s'y soumet. Ce mécanisme est – selon les adeptes – un « colonialisme » de l'esprit que l'on peut résumer ainsi :

Coloniser c'est mal ; or éduquer: c'est coloniser les esprits ; donc éduquer c'est mal. Ce colonialisme existe selon eux à tous les niveaux d'une société : au niveau micro-local où les rapports de force sont soutenus par une vision condescendante du colon pour le colonisé ; au niveau démocratique où le colon impose sa grille politique ; au niveau scolaire, où le colon impose sa vision de l'histoire ; au niveau mondial, où le colon impose sa vision de l'économie. Le colon, en l'espèce, est porteur des germes d'une culture dominante à tous les niveaux: il est occidental et donc soumis à l'Empire américain, il est capitaliste, il est hétérosexuel: en un mot – il est blanc. Mais attention: pas « blanc » comme vous le pensez – c'est pour ça qu'on le dit plus souvent en anglais. Il est white, ça veut dire qu'il pense comme un occidental. Et sont donc non-white tous ceux qui revendiquent un autre observatoire sur leur propre identité que celui imposé par la société blanche. Étant entendu que dès qu'un « blanc » – entendu dans ce sens – assigne à un autre une identité, il est dans le colonialisme: il ne reste plus aux « blancs » qu'à se taire pour laisser s'exprimer la non-blanchité assumée des groupes minoritaires.

Tout cette déconstruction – pardon: ce déconstructivisme – serait sans conséquence si d'une telle affirmation ne procédait pas la nécessité impérieuse et revendiquée de déconstruire tous les « privilèges » de la culture blanche là où elle s'exprime dans la société: la République et toutes ses institutions, à commencer par l'école. Ainsi, tel chercheur s'intéresse à «

l'examen des processus de racialisation en tant que rapport de pouvoir à l'œuvre dans les mondes éducatifs français, et la manière dont ils s'articulent avec les rapports sociaux de sexe et de classe, notamment ». De ce constat, qui pourrait être discuté découle l'idée que le colonialisme spirituel pollue les esprits, et que les esprits doivent donc être dépollués dans tous les « observatoires » scientifiques: la science est coloniale, la langue est coloniale, la littérature est coloniale, la culture est coloniale.

Or, ce qui compte à l'Université, ce n'est pas ce que je suis mais ce que je sais.

Les disciplines de Recherche (mathématique, littérature, physique, chimie...) font l'objet d'une description globale que les étudiants doivent apprendre à maîtriser par degrés avant d'apporter par eux-mêmes leur pierre à l'édifice. Cet étagement de la discipline correspond à quelque chose que tout le monde connaît: le diplôme. Le diplôme est la certification par des enseignants-chercheurs que le profil de l'étudiant correspond à certain grade d'élévation dans la connaissance à partir d'épreuves communes qui permettent de comparer les niveaux des étudiants entre eux, bien sûr, mais surtout: de les jauger par rapport au mètre-étalon de la quantité de savoirs acquis. Autrement dit, la distribution des diplômes en discipline dans l'Université repose sur une sorte de cartographie de la connaissance qui oriente la Recherche et l'innovation d'un côté et qui structure la formation des études de l'autre en imposant notamment un encadrement disciplinaire. Ces domaines de recherche sont présents au sein des Universités dans des composantes elles-mêmes liées à la Formation et à la Recherche et sont représentées au plan national par le Conseil National des Universités qui est lui-même divisé en sections, en académies par discipline où siègent des représentants élus ou nommés. Et toute la chaîne de la formation du secondaire est donc liée à cette cartographie de la connaissance et à sa structure.

L'ensemble du champ des connaissances au sein du CNRS est divisé en disciplines. Ce découpage, fixé par arrêté ministériel, est régulièrement

adapté à l'évolution de la science et des champs disciplinaires par un remaniement du nombre de sections, et de leurs intitulés. Cette organisation, apparemment très touffue, fixe notamment les attendus du premier diplôme marquant l'entrée dans le supérieur: le baccalauréat, dont les épreuves ont déjà une coloration disciplinaire. Le contenu des épreuves du baccalauréat est en quelque sorte lié à l'organisation de la Recherche, et toute la chaîne de la formation du secondaire est donc liée à cette cartographie de la connaissance et à sa structure. Ainsi, les disciplines fixent un seuil de connaissance par diplôme et l'État arbitre que le niveau de formation d'un enseignant dans chacune des disciplines se joue à un certain degré de l'élévation de l'étudiant dans son domaine. Les épreuves et leur contenu sont l'objet d'un consensus. Voilà qui explique en quoi l'irruption des *studies* dans le champ des sciences humaines pèse lourdement à court terme sur l'organisation de l'école. En effet, si les auto-proclamées « *studies* » se sont ainsi constituées, c'est avant tout parce qu'elles sont transversales aux disciplines: on peut être en *porn studies* et être enseignant de lettres Modernes ou de civilisation américaine. Ce flou sciemment entretenu amène des enseignants chercheurs à être militants de leur *studies* d'un côté et de l'autre, à intervenir en tant qu'enseignant de littérature à différents degrés des diplômes, jusqu'à celui des masters d'enseignement. Et c'est pourquoi on voit fleurir des intitulés de cours qui n'ont plus rien à voir avec la Littérature. Ainsi, dans certaines universités en Licence, on voit apparaître des domaines dont le but est nous explique la brochure: « de tirer les leçons pratiques des apports théoriques des *gender*, racial et colonial *studies* dont les travaux ont montré la domination du champ épistémologique et artistique par les hommes blancs hétérosexuels »(Rapport de l'Observatoire, page 8-15) ; ou un autre cours consacré à la littérature médiévale dans le même domaine s'attache à travers la lecture de Christine de Pizan à « interroger la notion de genre [gender] (*sic*).

A partir du moment où ces domaines s'institutionnalisent subrepticement par le militantisme des enseignants, il n'est pas impossible

comme le font *les Échos* dans un article de mai 2019 d'affirmer qu'il existe de nombreux débouchés professionnels aux masters de genre :

« après l'adoption par les institutions internationales de cette nouvelle définition, la perspective genre et la question de l'égalité des sexes ont fait leur entrée dans l'«ingénierie bureaucratique» d'un grand nombre d'acteurs (organisations internationales, organismes nationaux en charge de la politique publique, ONG, entreprises) ».

Peu à peu, la cartographie des domaines de compétences est bouleversée par cette irruption des *studies* sur le devant de la scène. Et c'est ainsi que l'on assiste progressivement à la revendication assumée de jeunes professeurs certifiés d'un enseignement inclusif, ou décolonial dans les classes du secondaire alors qu'il ne s'agit plus d'un savoir positif issu d'une discipline identifiable, mais d'un discours moralisateur. On note même un affaiblissement considérable des compétences formelles dans le domaine disciplinaire dont les jeunes diplômés sont censés relever. Nulle surprise si l'on trouve donc désormais des enseignants faisant des fautes de conjugaison mais qui pratiquent l'écriture inclusive. La société de demain se construit dans les classes des TD et les amphithéâtres d'aujourd'hui... Le danger existe de voir l'Université, puis l'école, basculer dans une forme de « soft-power » qui au prétexte fallacieux de prendre soin (« *to care* ») des individus finisse par institutionnaliser les pires dérives irrationnelles et par réintroduire la magie dans la cartographie des disciplines. Or qui dit « magie » de la nature qui parle implique « magiciens supérieurs » capables d'entendre son « vrai » discours universel. Il n'est donc pas anodin de voir introduits des masters en « linguistique des plantes » ou en « déconstruction du genre » dans les universités parisiennes: c'est l'indice du rétablissement de la pensée magique dans la cartographie des savoirs.

Il faut donc lutter contre la propagation de ce fléau, et le faire de manière franche et sereine. C'est l'ambition de notre ouvrage de présenter quelques réflexions, posées, sur les dérives dont nous sommes les témoins privilégiés et consternés.

## Séminaires sur la pédagogie inclusive à l'ENS Lyon

Le 4<sup>e</sup> webinaire flash sur les questions d'inclusion, organisé par l'Institut français de l'éducation (Ifé) de l'ENS de Lyon, s'est tenu le 9 mars 2023. Animé par Christelle Lison, professeure à l'Université de Sherbrooke, il portait sur la « Pédagogie inclusive en enseignement supérieur : comment s'y prendre ? ». Ce séminaire illustre une tendance actuelle dans le système éducatif français, où l'accent mis sur l'inclusion peut parfois conduire à des dérives idéologiques, remettant en question les fondements mêmes de l'institution scolaire.

La pédagogie inclusive vise à adapter l'enseignement pour répondre aux besoins de tous les étudiants, en particulier ceux en situation de handicap ou issus de milieux défavorisés. Si cette approche part d'une intention louable, elle peut, lorsqu'elle est poussée à l'extrême, entraîner une dilution des exigences académiques et une remise en cause des méthodes pédagogiques éprouvées. En cherchant à s'adapter à chaque individualité, l'institution risque de perdre de vue sa mission première : transmettre un savoir universel et structuré.

De plus, l'insistance sur l'inclusion peut parfois masquer des discours idéologiques visant à déconstruire les structures traditionnelles de l'enseignement. En mettant en avant des concepts tels que l'intersectionnalité ou la décolonisation des savoirs, certains acteurs cherchent à transformer l'école en un lieu de militantisme, au détriment de la neutralité académique. Cette orientation peut fragiliser l'autorité des enseignants et remettre en question les programmes établis, au profit de contenus influencés par des considérations politiques ou sociales.

Enfin, la focalisation sur l'inclusion peut conduire à une victimisation des étudiants, en les considérant avant tout comme des membres de groupes opprimés plutôt que comme des individus capables de surmonter des défis. Cette approche risque de limiter leurs ambitions et de les

enfermer dans des identités figées, contraires à l'idéal républicain d'égalité et de méritocratie.

En somme, bien que la pédagogie inclusive vise à rendre l'éducation accessible à tous, elle peut, lorsqu'elle est mal appliquée, servir de vecteur à des idéologies qui menacent les fondements de l'école et de l'institution académique. Il est donc essentiel de rester vigilant quant aux dérives potentielles et de veiller à ce que l'inclusion ne se fasse pas au détriment de la qualité et de la neutralité de l'enseignement.

### **master 'Études sur le genre' promouvant des cadres militants**

Le master Études sur le genre, dirigé par Nahema Hanafi, historienne au laboratoire Temos, et co-accrédité par plusieurs universités françaises (Angers, Bretagne Occidentale, Maine, Nantes et Rennes 2), se présente comme une formation pluridisciplinaire intégrant des disciplines variées, telles que l'histoire, la sociologie, le droit ou les études cinématographiques. Ce master, conçu pour être suivi à distance à travers des supports interactifs et des cours « en visio », s'inscrit dans une dynamique de spécialisation croissante autour de la question du genre. Cependant, l'orientation affichée de ce programme soulève des interrogations sur la frontière entre recherche académique et engagement idéologique.

L'objectif annoncé de ce master est de fournir des « connaissances théoriques sur le genre » ainsi que des outils méthodologiques issus des sciences humaines et sociales. Si l'étude du genre en tant que construction sociale est légitime dans le cadre de l'université, l'approche promue par ce programme semble privilégier une perspective militante, voire normative. En effet, les études sur le genre sont souvent étroitement associées à des concepts tels que l'intersectionnalité ou la critique des structures



patriarcales, qui, bien qu'ils soient des objets d'étude pertinents, deviennent des cadres obligés de pensée. Cette orientation risque d'enfermer les étudiants dans une lecture idéologiquement orientée des phénomènes sociaux, au détriment d'une diversité de perspectives critiques.

La pluridisciplinarité revendiquée par le master, bien qu'alléchante, est elle aussi problématique si elle n'est pas accompagnée d'une rigueur scientifique. En intégrant des méthodologies issues de disciplines très différentes, telles que la littérature ou les études cinématographiques, le master peut donner l'impression d'un éclatement des savoirs plutôt que d'une structuration cohérente. Cette dispersion thématique, lorsqu'elle est encadrée par une idéologie dominante, risque de transformer une formation académique en un espace de validation des théories du genre, où la remise en question des présupposés est rarement encouragée.

L'utilisation des outils numériques, tels que les vidéos, les cours scénarisés ou les classes virtuelles, accentue encore le problème. Si ces formats permettent une accessibilité accrue, ils offrent également un cadre pédagogique où l'interaction critique entre enseignants et étudiants est réduite au minimum. Cela favorise une transmission descendante des contenus, souvent dépourvue de confrontation intellectuelle ou de débats contradictoires. En conséquence, les étudiants risquent de se retrouver dans un environnement où les cadres théoriques du genre sont transmis comme des certitudes, et non comme des hypothèses à interroger.

Enfin, ce type de programme participe à une politisation de l'enseignement supérieur, où l'université devient un espace de revendication identitaire et de promotion des luttes sociales. Bien que les questions de genre soient des enjeux cruciaux de la société contemporaine, leur intégration dans les cursus universitaires sous une forme principalement militante pose problème. L'université, en tant qu'institution, a pour mission de fournir des outils pour comprendre le

monde dans toute sa complexité, et non de promouvoir des engagements idéologiques spécifiques.

Ce master « Études sur le genre » reflète une dynamique préoccupante dans l'enseignement supérieur, où la recherche sur des thèses sociales se confond avec l'adhésion à des cadres militants. Si l'étude du genre est essentielle, elle ne doit pas se faire au détriment du pluralisme méthodologique et de la rigueur scientifique. Il est crucial que l'université reste un espace de liberté intellectuelle et de débat, où toutes les perspectives peuvent être explorées et discutées sans dogmatisme.

---

## Défendre la recherche scientifique face aux biais idéologiques

### Critique de l'épigénétique au séminaire de Toulouse

La conférence intitulée « L'épigénétique, une science oubliée des *gender studies* », donnée par Julie Jarty à l'Université Toulouse Jean-Jaurès le 4 avril 2023, propose une critique féministe du programme de santé publique des « mille premiers jours ». Cette initiative, initialement développée aux États-Unis et désormais implantée en France, vise à améliorer la santé des générations futures en se concentrant sur les premières étapes de la vie humaine. Cependant, cette critique féministe, qui dénonce un supposé biais genré dans la conception de ce programme, illustre un exemple frappant des dérives identitaires dans l'enseignement supérieur.

La notion centrale de cette conférence réside dans sa posture : elle reproche aux disciplines scientifiques comme les neurosciences et la psychologie d'avoir rompu le dialogue avec les études de genre. Ce constat soulève une question fondamentale : la science est-elle tenue de s'aligner

sur les cadres théoriques des *gender studies* pour être légitime? En critiquant le programme des « mille premiers jours » sous prétexte qu'il ne s'inscrit pas dans une perspective intersectionnelle ou féministe, cette conférence reflète une tendance croissante à instrumentaliser la recherche scientifique à des fins idéologiques.

L'épigénétique, une approche en pleine expansion qui explore l'influence de l'environnement sur l'expression des gènes, est ici présentée comme une science suspecte parce qu'elle ne dialogue pas avec les paradigmes des *gender studies*. Pourtant, l'épigénétique se fonde sur des méthodes rigoureuses et des données empiriques qui dépassent les constructions culturelles ou sociales. En reprochant à cette discipline de ne pas intégrer un regard féministe, la critique formulée dans cette conférence semble exiger que les sciences dures se conforment aux cadres interprétatifs des études de genre. Une telle exigence, si elle devenait systématique, pourrait menacer la neutralité méthodologique et l'indépendance de la recherche scientifique.

La focalisation sur les « ventres des corps gestants », décrite dans la présentation, illustre également une tendance problématique des études identitaires à essentialiser les sujets qu'elles prétendent défendre. En cherchant à dénoncer un supposé contrôle patriarcal exercé sur les femmes enceintes, cette critique risque de réduire la complexité des enjeux de santé publique à des dynamiques de pouvoir genrées. Cette posture, qui privilégie une lecture idéologique des politiques de santé, détourne l'attention des véritables objectifs de ces programmes, à savoir l'amélioration des conditions de vie et de santé des populations.

Enfin, cette conférence reflète une dynamique plus large dans l'enseignement supérieur, où certaines disciplines identitaires revendiquent un droit de regard universel sur tous les champs du savoir. Cette volonté d'imposer un cadre unique d'analyse, souvent militant, conduit à une

fragmentation du savoir et à une marginalisation des approches pluridisciplinaires et critiques. La recherche scientifique, pour rester crédible et innovante, doit pouvoir se développer librement, sans être contrainte de justifier ses méthodes ou ses résultats à l'aune d'idéologies spécifiques.

La conférence incarne une dérive où les cadres identitaires cherchent à s'imposer comme des références incontournables, même dans des disciplines qui en sont éloignées. Si le dialogue entre les sciences dures et les sciences sociales est essentiel, il ne doit pas se transformer en une subordination des premières aux exigences des secondes. L'université, lieu de confrontation des savoirs et des idées, ne doit pas devenir un espace où certains paradigmes idéologiques imposent leur domination au détriment de la diversité intellectuelle et de la rigueur scientifique.

## Études queer dans les recherches artistiques

Le colloque intitulé « Dégenrez-moi – Dégenrer : enjeux artistiques, intimes et politiques », organisé à l'École des arts de la Sorbonne les 9 et 10 mars 2023, propose une réflexion sur les pratiques artistiques et leurs liens avec les questions de genre et de transidentité. Présenté comme une exploration des mouvements trans et de l'ambiguïté de genre, cet événement s'inscrit dans une dynamique visant à déconstruire les normes traditionnelles de la différence sexuelle, en interrogeant leurs impacts dans les champs artistiques, cliniques, théoriques et politiques. Si l'ambition de croiser ces disciplines peut sembler séduisante, ce colloque reflète une dérive plus large où les revendications identitaires prennent le pas sur la rigueur académique et artistique.

L'un des aspects centraux de ce colloque est la célébration de l'ambiguïté et de la fluidité comme des « pratiques troublantes » qui cassent les normes établies. Cette posture, bien qu'artistiquement stimulante, s'inscrit dans une volonté de remettre en question les

catégories sexuelles traditionnelles en les qualifiant de « normes oppressives ». En valorisant des identités « auto-indéterminées » et « poreuses », le colloque semble privilégier une logique de subversion systématique des cadres sociaux et biologiques, au détriment d'une réflexion nuancée sur les dynamiques humaines et sociales.

La description du colloque, qui parle d'un « artiste ready-made », reflète une conception de l'identité comme une création entièrement subjective, déconnectée des réalités biologiques ou des cadres historiques. Une telle perspective, si elle est légitime dans le domaine artistique, devient problématique lorsqu'elle s'impose comme une posture idéologique visant à redéfinir non seulement les pratiques artistiques, mais aussi les fondements de la pensée clinique, théorique et politique. Ce mélange des genres entre art et militantisme identitaire conduit à une confusion des finalités académiques et artistiques.

Le choix de positionner le dégenrage comme un phénomène transdisciplinaire impactant aussi bien l'art que les sciences humaines et sociales révèle une ambition d'étendre les revendications idéologiques des études de genre à des champs éloignés de leur domaine d'origine. Ce déplacement pose question : l'art et les autres disciplines doivent-ils nécessairement se plier à une logique dégenrée pour être considérés comme innovants ou pertinents ? En imposant cette grille de lecture, le colloque limite les perspectives critiques et tend à présenter le dégenrage non pas comme un objet de réflexion, mais comme un impératif.

Enfin, la revendication d'un bouleversement des normes sexuelles comme levier politique illustre une instrumentalisation de l'art à des fins idéologiques. Bien que l'art soit historiquement un lieu d'expérimentation et de contestation, le transformer en un outil militant peut nuire à sa capacité à transcender les cadres idéologiques et à explorer des problématiques universelles. Dans le contexte universitaire, cette

instrumentalisation reflète une dérive où la créativité est subordonnée à la promotion de discours identitaires, limitant ainsi la diversité des expressions artistiques et intellectuelles.

Ce colloque « Dégenrez-moi – Dégenrer : enjeux artistiques, intimes et politiques » révèle une dérive contemporaine où l'art et l'université deviennent les vecteurs d'une idéologie identitaire qui questionne les fondements mêmes de la réflexion critique. Si l'ambition de déconstruire les normes mérite d'être explorée, elle ne doit pas se faire au prix de la diversité des approches et de la rigueur intellectuelle. Repenser ces initiatives en réaffirmant la mission pluraliste de l'université et l'indépendance de la création artistique est essentiel pour préserver un espace de dialogue véritablement inclusif.

## **Projets sur les masculinités dans les lieux de travail**

La journée d'études intitulée « Actualité de la recherche en Genre & Langage », organisée le 27 novembre 2023 à la Maison de Recherche de l'Université Sorbonne Nouvelle, s'inscrit dans une dynamique qui vise à croiser les problématiques linguistiques et les enjeux de genre. Soutenue par l'association Genre, Sexualités, Langage (GSL) et la revue GLAD!, cette initiative se concentre sur trois axes principaux : l'étude des discours militants, les pratiques langagières féministes et queer, ainsi que les réflexions méthodologiques et éthiques associées à ces recherches. Si cette journée d'études se présente comme une exploration académique, elle reflète des tendances préoccupantes où les enjeux idéologiques tendent à supplanter la rigueur scientifique.

L'un des premiers aspects problématiques de cette journée réside dans la centralité accordée aux discours militants. En mettant en avant ces discours comme un objet d'étude principal, la journée semble adopter une posture qui dépasse l'analyse critique pour entrer dans une forme de validation implicite des revendications portées par ces discours. Cela pose

la question de l'objectivité académique : peut-on étudier des objets militants sans céder à une lecture partisane, particulièrement lorsque les organisateurs eux-mêmes revendiquent un engagement idéologique explicite? En valorisant les pratiques langagières féministes et queer comme des innovations linguistiques, on risque d'imposer une lecture normative du langage, où l'usage est jugé selon des critères idéologiques plutôt que linguistiques.

L'axe méthodologique soulève également des interrogations importantes. Les « réflexions et problèmes éthiques » mentionnés dans la présentation semblent suggérer que les recherches sur le genre et le langage nécessitent des précautions particulières, non pas pour garantir la neutralité scientifique, mais pour protéger les sensibilités des sujets ou des chercheurs impliqués. Ce cadre bienveillant et constructif, bien qu'il se veuille inclusif, peut réduire l'espace pour un débat contradictoire et la confrontation des idées, pourtant essentiels dans le champ académique. La promotion d'une « jeune recherche dynamique » risque alors de se limiter à une recherche conformiste, alignée sur des cadres idéologiques prédéfinis.

En outre, l'invitation faite aux étudiants de master à participer pour la première fois à un événement scientifique soulève une question de responsabilité académique. Si l'intention de promouvoir la jeune recherche est louable, elle peut également refléter une instrumentalisation des étudiants, qui sont intégrés dans des cadres idéologiques avant même d'avoir eu l'occasion de développer leur esprit critique ou leur propre perspective scientifique. Cette démarche, bien qu'elle se veuille bienveillante, risque de figer les chercheurs en devenir dans des positions militantes, au détriment de leur liberté intellectuelle.

Enfin, cette journée d'études s'inscrit dans une tendance plus large à utiliser l'université comme un espace de validation des luttes sociales et identitaires, où les pratiques langagières deviennent le théâtre de revendications politiques. Si le croisement entre langue et genre est un champ d'étude légitime, il ne doit pas être monopolisé par une lecture

idéologique qui marginalise d'autres approches. La linguistique, en tant que discipline scientifique, doit rester un espace ouvert où le langage est étudié dans toute sa complexité, sans être réduit à un outil au service d'un discours militant.

La journée d'études « Actualité de la recherche en Genre & Langage » illustre une dérive où l'université devient le terrain privilégié de l'engagement idéologique, parfois au détriment de la rigueur académique et de la diversité des perspectives. Si la recherche sur le genre et le langage a toute sa place dans le paysage universitaire, elle doit s'appuyer sur une méthodologie rigoureuse et pluraliste, respectueuse des principes fondamentaux de neutralité et de débat critique. Repenser ces initiatives est essentiel pour préserver l'intégrité intellectuelle des disciplines concernées.

---

## Propositions pour protéger le supérieur

L'université est un lieu où la rigueur scientifique et la diversité des idées doivent primer. Pourtant, les dérives idéologiques identitaires menacent aujourd'hui ces fondements, transformant des espaces académiques en terrains de revendications militantes. Pour contrer ces tendances, il est nécessaire d'instaurer un cadre de protection clair et structuré. Voici les mesures qui peuvent être envisagées pour défendre l'intégrité du système éducatif supérieur.

### Restaurer l'autonomie de l'évaluation scientifique

La recherche académique en France s'est historiquement appuyée sur une évaluation par les pairs, garantissant une légitimité démocratique et scientifique. Aujourd'hui, cette autonomie est mise à mal par des critères idéologiques imposés à la sélection des projets. Il est urgent de revenir à une évaluation fondée exclusivement sur la rigueur méthodologique et la pertinence scientifique, afin de préserver l'indépendance des chercheurs et



le pluralisme des approches Instaurer des garde-fous institutionnels contre les dérives idéologiques\*\*

Les politiques publiques de recherche doivent être repensées pour garantir qu'aucune idéologie particulière ne domine les orientations académiques. Cela implique :

- Une révision des contrats d'objectifs et de performance (COP) pour éliminer les critères fondés sur des objectifs idéologiques au détriment des priorités scientifiques.
- La mise en place d'une charte éthique encadrant la neutralité académique, en particulier pour les disciplines sociales et humaines .

### **L'université comme lieu de débat contradictoire-**

La liberté académique est indissociable de la possibilité de débattre, y compris de manière contradictoire. Les colloques et séminaires universitaires doivent encourager la pluralité des opinions. Cette mesure inclut un suivi attentif des programmes académiques pour détecter et prévenir les biais militants .

### **Redéfinir les critères**

L'intégration des priorités nationales dans les cadres européens tels que « Horizon Europe » doit être réévaluée pour éviter que des idéologies globales, comme celles issues des Objectifs de Développement Durable (ODD), ne dictent les axes de recherche. La création d'une instance européenne indépendante, regroupant des chercheurs élus, pourrait garantir une véritable liberté académique au niveau supranational .

**Renforcer la formation à l'esprit critique, futurs acteurs de la recherche et de la société, doivent distinguer l'analyse scientifique de l'idéologie.**

- Des cours dédiés à l'épistémologie et à l'histoire des sciences, mettant en lumière les dangers des biais idéologiques.
- L'intégration d'ateliers de débat contradictoire pour apprendre à confronter les idées dans un cadre respectueux et rigoureux.

En réinstaurant ces principes fondamentaux, l'enseignement supérieur peut redevenir un espace de savoir et de recherche où la pluralité et la liberté intellectuelle l'emportent sur les pressions idéologiques. Ces mesures, loin d'être restrictives, visent à garantir que l'université reste fidèle à sa mission : produire un savoir universel, accessible et rigoureux.

## Repenser les espaces publics et professionnels

---

### Neutralité dans le sport et les espaces créatifs

Les espaces publics et professionnels sont devenus des terrains privilégiés de revendications identitaires et de luttes idéologiques. Des débats sur l'écriture inclusive aux accusations d'islamophobie, en passant par les formations à la « déconstruction » ou les politiques de diversité imposées dans les entreprises, ces enjeux bouleversent les équilibres sociaux et les dynamiques professionnelles. Ces phénomènes, bien qu'ancrés dans des intentions parfois louables, révèlent des dérives qui remettent en question les fondements mêmes de la vie en société : l'universalité des droits, la neutralité institutionnelle et le respect du débat contradictoire.

Dans les espaces publics, la visibilité accrue de certaines revendications identitaires s'accompagne d'un risque de polarisation. Des pratiques militantes, comme l'imposition de l'écriture inclusive ou les campagnes de sensibilisation centrées sur des groupes spécifiques, transforment l'espace commun en un champ de confrontation. Ces initiatives, souvent perçues comme excluantes par une majorité silencieuse, témoignent d'un glissement vers une gestion identitaire des interactions sociales, qui fragilise la cohésion collective et le vivre-ensemble.

Les milieux professionnels ne sont pas épargnés par ces tensions. L'introduction de formations « décoloniales » ou « inclusives » dans les entreprises et institutions publiques, ainsi que l'imposition de chartes de diversité inspirées des modèles anglo-saxons, témoignent d'un basculement vers une gouvernance par les identités. Ces pratiques, bien qu'elles visent à corriger des discriminations réelles, tendent à figer les individus dans des catégories fixes et à instaurer une culture de la

suspicion, où chaque interaction peut être interprétée à travers le prisme des oppressions systémiques.

Ces mutations, loin de favoriser une société plus juste et égalitaire, accentuent les divisions et érodent la confiance dans les institutions. Les articles analysés sur [decolonialisme.fr](http://decolonialisme.fr) montrent comment cette logique identitaire s'insinue dans tous les aspects de la vie publique et professionnelle, de la sphère éducative à celle des médias, en passant par les politiques de recrutement et de formation. Ils invitent à une réflexion urgente sur les moyens de préserver la neutralité des espaces publics et professionnels tout en répondant aux défis contemporains liés à la diversité.

Repenser ces espaces implique de défendre des principes fondamentaux : la neutralité dans les institutions, l'égalité républicaine comme fondement du vivre-ensemble, et le respect des droits individuels sans essentialisation des identités. Il s'agit non pas de nier les discriminations ou les injustices historiques, mais de proposer des solutions qui transcendent les logiques de polarisation et réaffirment l'importance du collectif face aux fragmentations identitaires.

Cette partie de l'ouvrage explore ces enjeux à travers des exemples concrets et propose des pistes pour dépasser les tensions actuelles. Elle se veut une contribution à la réflexion sur la manière de redonner aux espaces publics et professionnels leur vocation première : être des lieux de collaboration, de respect mutuel et de construction commune.

## **Conférence sur les Hijabeuses et le sport**

L'article de Nathalie Heinich intitulé «Les Hijabeuses, un moment décisif» analyse la revendication de footballeuses souhaitant porter le voile lors des compétitions officielles en France. Cette demande, portée par le collectif des Hijabeuses, est comparée à l'affaire des lycéennes voilées de

Creil en 1989, soulignant son importance dans le débat public, notamment en période électorale. L'article rappelle que la Fédération française de football interdit tout signe religieux ostensible sur le terrain, conformément à la règle 50.2 de la Charte olympique, qui impose la neutralité lors des compétitions sportives pour les protéger des divisions politiques ou religieuses. Cette situation illustre les tensions entre laïcité et expression religieuse dans l'espace public français.

Parallèlement, la communication « Féminis(t)er le football », présentée dans un colloque académique, illustre une autre manière d'instrumentaliser le football à des fins idéologiques. Ici, le sport devient un prétexte pour analyser et critiquer les dynamiques patriarcales supposées structurer la société. Cette communication questionne la féminisation du football non pas en tant que phénomène sportif, mais comme une opportunité de « redéfinition sociale des rapports sociaux de sexe » et de remise en cause du système patriarcal. Les footballeuses y sont présentées comme des actrices potentielles de luttes féministes, qu'elles le revendiquent ou non.

Cette approche académique, bien qu'intéressante en théorie, reflète une tendance fréquente dans les discours universitaires woke : réduire un domaine complexe, ici le football, à un enjeu idéologique centré sur les oppressions systémiques. En transformant une pratique sportive en outil de revendication politique, cette communication s'éloigne des principes d'analyse scientifique pour rejoindre un discours militant.

Les deux exemples révèlent une dynamique commune : le football, espace collectif et apolitique par essence, est utilisé pour porter des revendications qui remettent en question ses principes fondamentaux de neutralité et d'universalité. Dans les deux cas, le sport devient un théâtre d'affrontement idéologique, où les individus et les institutions sont invités à se positionner non plus sur des critères sportifs, mais sur des enjeux identitaires.

Cette instrumentalisation fragilise non seulement le football, mais aussi les principes républicains qui le sous-tendent. En insistant sur des logiques de fragmentation identitaire, ces revendications risquent de transformer un espace de rassemblement en un lieu de division. Elles posent également la question plus large de la porosité entre militantisme et neutralité dans les institutions publiques, qu'elles soient sportives ou académiques.

L'affaire des Hijabeuses et le colloque sur la féminisation du football témoignent d'une même lutte : la difficulté de préserver des espaces communs face à des revendications identitaires qui s'imposent comme des impératifs. Repenser ces espaces implique de réaffirmer leur vocation première – universelle, neutre et collective – tout en résistant aux logiques qui cherchent à les polariser au nom d'intérêts idéologiques. L'université et le sport doivent rester des lieux de dialogue et de diversité, mais cette diversité ne peut prospérer qu'à condition que leurs principes fondamentaux soient respectés.

### **Atelier 'Sourcières' sur écologie et danse féministe**

L'atelier animé par la chorégraphe Anne Collod, organisé dans le cadre du Mois du genre à l'Université d'Angers, illustre une tendance marquante où la scène artistique est de plus en plus mobilisée pour porter des revendications identitaires et idéologiques. En prenant pour objet les œuvres de chorégraphes pionnières telles qu'Anna Halprin, Simone Forti et Trisha Brown, cet atelier prétend explorer les enjeux écologistes et féministes à travers la danse. Cependant, sous couvert d'une démarche artistique, il s'agit en réalité d'un projet qui instrumentalise l'art au service d'un discours militant.

La proposition de cet atelier repose sur une ambition affichée de transformer notre rapport au vivant en reconsidérant les chorégraphies comme des réponses aux enjeux de l'Anthropocène. Ce cadre, bien qu'intellectuellement ambitieux, impose une lecture normative de l'art. Les

œuvres des chorégraphes étudiées ne sont pas abordées pour leur dimension esthétique ou leur contribution à l'histoire de la danse, mais pour leur supposée capacité à incarner des valeurs féministes et écologistes. Cette orientation réduit les pratiques artistiques à des supports de revendications idéologiques, en dénaturant leur rôle principal : offrir un espace d'expression libre et pluriel.

Ce phénomène s'inscrit dans une tendance plus large où l'art est systématiquement interprété à travers des grilles identitaires. L'idée de revisiter les œuvres sous l'angle des « danses environnementales » ou des « sourcières » mobilise des catégories qui enferment les chorégraphes dans des postures militantes, souvent anachroniques. Au lieu de célébrer la diversité des démarches artistiques et leur capacité à transcender les époques, cet atelier les instrumentalise pour les aligner sur des préoccupations contemporaines, qu'elles soient écologiques ou liées aux luttes féministes.

La confusion entre art et militantisme soulève également des questions méthodologiques. L'atelier semble privilégier une posture prescriptive, où les œuvres sont jugées sur leur capacité à répondre à des injonctions politiques, plutôt que sur leur richesse intrinsèque ou leur impact artistique. Cette approche limite la possibilité d'une réflexion critique sur les créations, en imposant des cadres d'analyse rigides et prédéfinis. Le public, quant à lui, est invité à adhérer à ces grilles idéologiques plutôt qu'à interroger librement les œuvres et leurs multiples dimensions.

Enfin, cette instrumentalisation de l'art révèle une dérive plus profonde où la scène artistique perd sa neutralité et sa vocation universelle. En cherchant à faire de l'art un outil d'affirmation identitaire, on réduit son potentiel à dialoguer avec l'ensemble de la société. L'art, dans son essence, transcende les divisions sociales et culturelles pour explorer des questions qui concernent l'humanité dans son ensemble. Le réduire à un discours

partisan ou militant, comme c'est le cas ici, compromet cette capacité et fragilise l'indépendance de la création artistique.

Cette évolution invite à une réflexion urgente sur le rôle de l'art et de l'université dans le contexte actuel. Si les questions identitaires et écologiques sont des préoccupations légitimes, elles ne doivent pas prendre le pas sur la mission première de l'art, qui est de questionner librement le monde et de stimuler la diversité des perspectives. Revaloriser l'autonomie de la scène artistique apparaît ainsi indispensable pour préserver son caractère universel et garantir qu'elle reste un lieu de liberté et de créativité.

---

## Combattre l'écriture inclusive, en entreprise aussi

L'écriture inclusive, souvent présentée comme une réponse aux inégalités de genre, fait l'objet de débats intenses, notamment en ce qui concerne ses implications linguistiques et pratiques. Cette réforme cherche à rendre visible la diversité des genres et à promouvoir l'égalité entre hommes et femmes par des modifications de la langue française. Cependant, elle repose sur des postulats souvent contestés, tant au niveau de la structure grammaticale de la langue que de ses usages.

L'un des points centraux de la critique de l'écriture inclusive réside dans sa méconnaissance de la distinction entre le genre morphologique et le genre sémantique. En français, le genre grammatical des mots ne correspond pas nécessairement au sexe biologique ou à une intention sexiste. Des termes tels que « victime » ou « sentinelle », bien que grammaticalement féminins, s'appliquent indifféremment à des hommes ou des femmes, sans connotation discriminatoire. Cette nuance met en évidence le décalage entre la structure propre à la langue et les interprétations symboliques qui lui sont attribuées. En insistant sur une lecture militante des catégories grammaticales, l'écriture inclusive projette des intentions idéologiques sur des phénomènes linguistiques neutres.



La pratique du point médian, emblématique de l'écriture inclusive, pose également problème sur le plan pratique et pédagogique. Ce signe, censé inclure les formes féminines et masculines dans un même mot, complique considérablement la lecture, notamment à l'oral. Les enfants en apprentissage, ainsi que les personnes souffrant de troubles de la lecture tels que la dyslexie, se heurtent à des difficultés accrues face à ces formes fragmentées. Par ailleurs, cette innovation, qui prétend simplifier les usages pour des raisons égalitaires, tend en réalité à alourdir les phrases, rendant les textes moins accessibles et plus confus. En se concentrant sur des changements esthétiques, cette réforme néglige les impacts concrets sur la communication et l'apprentissage.

Sur le plan historique, l'écriture inclusive repose sur une interprétation controversée de l'évolution de la langue française. La règle selon laquelle le masculin l'emporte sur le féminin est souvent perçue comme un vestige patriarcal. Cependant, cette vision omet de considérer les dynamiques historiques et linguistiques qui ont façonné cette règle. Celle-ci n'est pas le fruit d'une volonté délibérée d'exclure les femmes, mais plutôt une conséquence de l'évolution de la grammaire française au fil des siècles, où des choix de simplification et de régularisation ont prévalu. En ignorant ces considérations, l'écriture inclusive propose une réécriture idéalisée de la langue, en décalage avec sa complexité historique.

En outre, l'écriture inclusive se confronte à une question fondamentale : peut-on réellement transformer la société en modifiant la langue ? Les inégalités de genre, bien qu'elles puissent s'exprimer dans certains usages linguistiques, trouvent leur origine dans des dynamiques sociales, économiques et culturelles beaucoup plus profondes. Réformer la langue sans agir sur ces causes structurelles risque d'avoir un impact limité, voire contre-productif. La focalisation sur des aspects symboliques détourne l'attention des véritables enjeux et des actions concrètes nécessaires pour réduire les inégalités.

Enfin, l'écriture inclusive pose la question de la relation entre l'usage de la langue et son appropriation collective. La langue française, comme toute langue vivante, évolue naturellement en fonction des usages et des besoins des locuteurs. Imposer des réformes artificielles ou normatives risque de provoquer un rejet, notamment si elles sont perçues comme des contraintes idéologiques. Cette fracture entre les promoteurs de l'écriture inclusive et une majorité de locuteurs met en lumière une incompréhension des dynamiques qui façonnent les pratiques linguistiques.

En somme, l'écriture inclusive, bien qu'animée par des intentions louables, souffre de plusieurs limites. En ignorant la nature propre du système grammatical français, en alourdissant inutilement les pratiques langagières et en négligeant les causes réelles des inégalités de genre, elle risque de fragiliser les usages de la langue plutôt que de les enrichir. Une réflexion plus pragmatique et ancrée dans les réalités sociales semble nécessaire pour répondre aux défis qu'elle prétend relever.

## **Conférence sur la transidentité en entreprise**

La conférence « La transidentité en entreprise », organisée sous forme de table ronde par les étudiants du master DSGRH d'Orléans, illustre une dynamique préoccupante où des thématiques identitaires spécifiques sont introduites dans le monde de l'entreprise sous prétexte de sensibilisation et de modernisation des mentalités. Ce type d'initiative, bien qu'animé par une intention louable de mieux comprendre des réalités contemporaines, constitue une pente glissante, potentiellement porteuse d'une transformation idéologique des pratiques professionnelles.

L'objectif affiché de la conférence est de fournir aux participants des outils pour mieux intégrer la transidentité dans les pratiques des professionnels et futurs professionnels. Si cette démarche part de la nécessité d'aborder des sujets émergents dans le cadre de l'évolution

sociale et légale, elle introduit également une grille de lecture normative qui dépasse largement la simple gestion des relations humaines. En posant la transidentité comme un enjeu prioritaire, cet événement tend à transformer une question minoritaire en impératif global, au risque de déséquilibrer les priorités de l'entreprise.

Cette approche, typique des logiques woke, repose sur l'idée que des changements législatifs ou sociétaux doivent nécessairement se traduire par une modification des pratiques managériales et organisationnelles. Cependant, cette dynamique va au-delà de la prise en compte des droits individuels. Elle impose une vision idéologique dans laquelle les entreprises deviennent des espaces d'affirmation identitaire. Dans ce contexte, l'écriture inclusive pourrait rapidement s'imposer comme le pivot de cette transformation, en étant présentée comme un outil clé pour refléter et respecter la diversité des identités de genre.

L'introduction de l'écriture inclusive dans l'entreprise s'inscrirait ainsi dans une logique de reconfiguration des pratiques langagières, non plus au service de la clarté ou de l'efficacité communicationnelle, mais en tant qu'outil de visibilité et de reconnaissance des identités non-binaires. Cette transformation ne se limite pas à une question esthétique ou linguistique: elle impose une réforme des usages professionnels qui peut être perçue comme intrusive, voire contraignante, par une majorité de collaborateurs. Loin de favoriser l'inclusion, cette imposition risque de polariser les équipes et de provoquer des résistances, notamment chez ceux qui considèrent que de telles mesures relèvent davantage d'un militantisme identitaire que d'une amélioration des conditions de travail.

La mise en avant de la transidentité dans le monde professionnel pourrait également conduire à une forme de hiérarchisation des priorités, où certains enjeux sociaux sont jugés plus urgents que d'autres. Cette approche peut détourner l'attention des choses universelles, comme l'égalité salariale, la formation professionnelle ou l'équilibre entre vie professionnelle et personnelle, au profit de revendications spécifiques qui

ne concernent qu'une minorité. En institutionnalisant ces priorités, l'entreprise risque de se détourner de sa mission première – produire, innover et offrir des emplois – pour devenir un espace de validation idéologique.

Enfin, cette dynamique met en lumière une tendance à confondre inclusion et transformation normative. Si l'inclusion vise à garantir que chaque individu soit respecté dans ses droits et ses spécificités, elle ne doit pas se traduire par une imposition de valeurs ou de pratiques qui ignorent la diversité des opinions et des contextes. L'entreprise, lieu de collaboration et de production, ne peut fonctionner efficacement si elle devient un espace de revendications identitaires constantes.

Ainsi, la conférence « La transidentité en entreprise » constitue un exemple caractéristique de la manière dont les logiques woke s'introduisent dans le monde professionnel. En posant des enjeux spécifiques comme des enjeux prioritaires, ces initiatives risquent de bouleverser les équilibres internes des entreprises, notamment par l'introduction de pratiques telles que l'écriture inclusive, perçue comme le marqueur linguistique de ce système de valeurs. Repenser ces dynamiques implique de veiller à ce que les préoccupations légitimes ne se transforment pas en injonctions idéologiques, au détriment de la neutralité et de l'efficacité professionnelles.

## **Les atteintes à l'esprit démocratique dans le management des entreprises**

Certaines pratiques managériales contemporaines, influencées par des dynamiques idéologiques proches du wokisme, remettent en question l'esprit démocratique au sein des entreprises et des administrations. Ces dérives, bien qu'elles puissent paraître anodines ou progressistes, menacent les processus de prise de décision collective et de libre expression qui sont au cœur des organisations modernes.

Une première dérive majeure concerne la recherche du pseudo-consensus dans les arbitrages. Ce mécanisme, souvent présenté comme un moyen d'apaiser les tensions, consiste à éviter les votes formels lors des délibérations pour privilégier un consensus de façade. Cette pratique est illustrée par l'exemple d'une commission discutant de l'installation de toilettes non genrées, où la décision finale, bien qu'elle suscite un malaise général, est imposée sans vote sous la pression de quelques membres militants. Une telle méthode prive les participants de leur droit à une expression individuelle claire et favorise l'imposition de décisions par une minorité vocale. En évitant le débat ouvert et la formalisation des positions, ce type de gestion mine les fondements démocratiques des organisations en favorisant le conformisme et la soumission tacite.

Parallèlement, l'émergence d'une novlangue idéologique constitue une autre atteinte à la dynamique démocratique. Des termes comme « racisé » ou « privilège blanc » s'imposent dans le vocabulaire courant des entreprises et administrations, façonnant les discussions et les prises de position selon des cadres interprétatifs spécifiques. Cette évolution n'est pas neutre: elle marginalise ceux qui ne partagent pas ces concepts ou qui s'interrogent sur leur pertinence, les exposant parfois à des accusations de discrimination ou d'insensibilité. Cette atmosphère de surveillance linguistique et idéologique installe un climat de censure implicite, où les individus hésitent à exprimer des opinions divergentes par crainte de représailles sociales ou professionnelles.

Enfin, la manipulation des processus démocratiques par des groupes militants représente une troisième dérive préoccupante. Ces minorités organisées exploitent les mécanismes de gouvernance, mobilisent des soutiens externes ou exercent une pression morale pour orienter les décisions selon leurs objectifs idéologiques. Cette capacité à imposer leurs vues, souvent au détriment de la majorité silencieuse, fragilise les principes de représentativité et d'équité qui devraient guider la prise de décision collective. Ainsi, les processus démocratiques, au lieu de refléter une

véritable diversité d'opinions, se retrouvent biaisés par des stratégies d'influence qui contournent les règles de fonctionnement habituelles.

Ces trois dérives, qu'il s'agisse du pseudo-consensus, de la novlangue ou de la manipulation des mécanismes de gouvernance, participent d'une même dynamique: l'érosion progressive des principes démocratiques au sein des organisations. En imposant des cadres idéologiques rigides, ces pratiques réduisent l'espace de débat, entravent la libre expression des individus et compromettent l'équité des décisions. Pour préserver la vitalité démocratique des entreprises et des administrations, il est indispensable de résister à ces tendances, de garantir des processus transparents et de réaffirmer l'importance de la diversité des opinions dans les délibérations collectives.

## Défendre les valeurs démocratiques

Le wokisme, mouvement idéologique prônant une vigilance accrue envers les injustices sociales et les discriminations, a pris une ampleur significative en France ces dernières années. S'il vise à promouvoir l'inclusion et l'égalité, ses méthodes et implications suscitent des débats intenses, notamment concernant la liberté d'expression et les principes démocratiques. Dans ce contexte, la notion de résistance démocratique contre le wokisme émerge comme une nécessité pour préserver les valeurs fondamentales de la société française.

La résistance démocratique se définit comme l'ensemble des actions et des réflexions visant à défendre les principes de la démocratie face à des courants idéologiques perçus comme menaçants. Dans le cas du wokisme, cette résistance s'articule autour de plusieurs axes. Tout d'abord, il s'agit de protéger la liberté d'expression, pilier de la démocratie, contre les dérives de la "cancel culture" qui tend à censurer les opinions divergentes. Ensuite, il est essentiel de maintenir un débat public ouvert et pluraliste, où les idées peuvent être confrontées sans intimidation ni ostracisme. Enfin, la résistance démocratique implique une vigilance accrue envers les tentatives de réécriture de l'histoire ou de la culture nationale sous l'influence de perspectives idéologiques spécifiques.

En France, pays attaché à la laïcité et à l'universalisme, le wokisme est perçu par certains comme une importation culturelle anglo-saxonne en décalage avec les valeurs républicaines. Des intellectuels et des universitaires ont exprimé leurs préoccupations quant à l'influence croissante de cette idéologie dans les institutions académiques et culturelles. Le wokisme, en tant que forme de militantisme, contamine le savoir par l'idéologie, menaçant ainsi les principes scientifiques et les valeurs universalistes. Cette situation appelle à une résistance

démocratique pour préserver l'intégrité intellectuelle et la liberté académique.

La résistance démocratique ne vise pas à nier les injustices ou les discriminations que le wokisme cherche à dénoncer, mais plutôt à s'opposer aux méthodes employées qui peuvent conduire à des atteintes aux libertés individuelles et à la cohésion sociale. Il s'agit de promouvoir une approche équilibrée, où la lutte contre les inégalités se fait dans le respect des principes démocratiques et des valeurs républicaines. Cette résistance nécessite une mobilisation citoyenne, une prise de conscience collective et un engagement actif pour défendre les fondements de la démocratie française.

Face à l'influence croissante du wokisme en France, la résistance démocratique apparaît comme une nécessité pour préserver les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Elle implique une défense active de la liberté d'expression, un engagement pour un débat public ouvert et une vigilance envers les tentatives de réécriture idéologique de la culture et de l'histoire nationales. Cette résistance est essentielle pour maintenir la vitalité démocratique et assurer la cohésion sociale dans une société pluraliste.

---

## Résister aux atteintes au management démocratique

### Séminaire 'Genre et monde carcéral'

Le séminaire « Genre et monde carcéral », organisé à la Maison des Sciences de l'Homme Paris-Saclay, illustre une tendance préoccupante où les sciences sociales, sous couvert d'analyse critique, tendent à s'ériger en autorité prescriptive pour l'État. À travers des thématiques telles que la détention des femmes transgenres, la gestion familiale des enfants incarcérés ou encore la rétention administrative des immigrés, ce colloque



dépasse largement les cadres classiques de la recherche sociologique pour adopter une posture normative qui interpelle directement les politiques publiques.

Ce type de séminaire, en apparence académique, se distingue par une volonté affichée de ne pas seulement décrire ou analyser les phénomènes sociaux, mais d'en définir les normes et d'orienter leur traitement par l'État. En focalisant l'attention sur des groupes spécifiques (immigrés, femmes transgenres, familles confrontées à l'incarcération), les interventions tendent à poser des impératifs moraux : comment l'État devrait agir pour réparer des injustices perçues comme systémiques. Cette posture transforme la sociologie en une forme de morale prescriptive qui cherche à imposer ses cadres interprétatifs et ses solutions comme des obligations pour les pouvoirs publics.

Un exemple éclairant de cette dynamique est l'étude des « femmes trans' privées de liberté ». Au-delà de l'analyse des conditions de détention, le colloque semble implicitement appeler à une refonte des politiques carcérales pour les aligner sur les revendications des minorités concernées. Si cette approche peut sembler justifiée d'un point de vue militant, elle soulève des questions sur la frontière entre l'analyse scientifique et l'activisme. La sociologie, en revendiquant un rôle prescriptif, court le risque de réduire la complexité des décisions politiques, qui doivent intégrer une pluralité d'intérêts et de contraintes.

Cette tendance est également visible dans l'analyse de la rétention administrative des immigrés en Espagne et au Canada. En mettant en avant les « revers » de ces pratiques, les interventions suggèrent que l'État devrait renoncer à certaines formes de contrôle migratoire au nom d'une justice sociale redéfinie. Ce glissement est révélateur d'une volonté de « prendre la main » sur les prérogatives étatiques, en soumettant les politiques publiques à une grille d'analyse qui privilégie les impératifs moraux sur les réalités concrètes, comme la sécurité ou la gestion des flux migratoires.

En se positionnant comme une autorité morale, la sociologie ne se contente plus d'interroger ou de documenter : elle prétend dicter des orientations politiques. Cette posture compromet son objectivité et sa crédibilité en tant que discipline scientifique. En s'éloignant de son rôle traditionnel de compréhension des phénomènes sociaux, elle s'expose à des critiques quant à son instrumentalisation idéologique. Plus encore, en cherchant à imposer ses normes à l'État, elle entre en concurrence avec les institutions démocratiques, qui doivent, elles, arbitrer entre des intérêts multiples et souvent conflictuels.

Ainsi, des séminaires comme « Genre et monde carcéral » posent une question fondamentale : quelle est la place des sciences sociales dans l'élaboration des politiques publiques? Si elles ont un rôle essentiel à jouer pour éclairer les débats, elles ne doivent pas se substituer aux institutions démocratiques dans la définition des priorités et des normes collectives. Redonner à la sociologie sa vocation première – comprendre sans prescrire – est indispensable pour préserver l'équilibre entre recherche académique et gouvernance démocratique.

### **Exemple : Journée sur le 'fémonationalisme' en entreprise**

L'idée de « fémonationalisme », utilisée pour analyser l'instrumentalisation des droits des femmes à des fins nationalistes ou xénophobes, soulève des enjeux complexes et contradictoires dans le débat public et académique. Ce concept, qui vise à critiquer les détournements idéologiques des discours féministes pour justifier des politiques discriminatoires, pose en lui-même des problèmes profonds pour une société démocratique apaisée.

Le fémonationalisme repose sur l'idée que certains États ou mouvements politiques mobilisent les droits des femmes pour stigmatiser des populations spécifiques, notamment les immigrés ou les musulmans. Bien que cette critique puisse mettre en lumière des pratiques

problématiques, elle tend à polariser davantage le débat public en établissant une opposition artificielle entre défense des droits des femmes et respect de la diversité culturelle. Cette polarisation est exacerbée par les réflexions développées dans des initiatives telles que la journée d'étude « Circulations féministes du concept de fémonationalisme », organisée au Campus Condorcet. Cette journée, centrée sur les circulations du concept entre contextes linguistiques, académiques et militants, reflète une volonté explicite de rendre ce concept opératoire dans différents champs d'action, notamment l'activisme féministe.

Cependant, en cherchant à généraliser l'usage du concept de fémonationalisme, ces démarches risquent d'en essentialiser les discours. En attribuant systématiquement une intention nationaliste ou xénophobe à toute critique des pratiques culturelles liées aux droits des femmes, elles pourraient réduire au silence des débats légitimes sur des questions universelles telles que les mutilations génitales féminines ou les mariages forcés. Cette tendance à exclure certaines discussions sous prétexte qu'elles pourraient nourrir des discours nationalistes affaiblit la capacité de la société à aborder des questions complexes de manière équilibrée.

L'articulation entre féminisme, démocratie et respect des droits humains est d'autant plus délicate que le concept de fémonationalisme, tel qu'il est discuté lors de ce type de journées d'étude, tend à renforcer une vision binaire du débat. Toute critique des pratiques culturelles est souvent assimilée à une tentative d'imposer des normes occidentales ou à une forme de racisme institutionnel. Une telle approche, bien qu'animée par une intention critique, risque de fragiliser l'universalité des valeurs féministes et de décourager les acteurs sociaux et politiques de s'engager sur des sujets sensibles.

En outre, la portée critique et politique revendiquée pour le fémonationalisme dans des espaces militants ou académiques interroge la capacité de ce concept à contribuer positivement à une société démocratique. En se concentrant sur des oppositions entre groupes, il

peut favoriser des divisions sociales et alimenter des tensions identitaires, au lieu de promouvoir un dialogue constructif. Ce risque est d'autant plus présent lorsque des réflexions théoriques, comme celles discutées lors de cette journée, s'inscrivent dans une logique militante plutôt qu'académique.

Pour une société démocratique, il est essentiel que les concepts critiques restent des outils d'analyse et non des cadres normatifs limitant la diversité des débats. Le concept de fémonationalisme, s'il a le mérite d'attirer l'attention sur des manipulations idéologiques, ne doit pas devenir un instrument de censure ou d'uniformisation des discours. Il est crucial de préserver un espace où les droits des femmes puissent être défendus dans toute leur universalité, sans crainte d'être accusés de servir des discours nationalistes.

L'usage du fémonationalisme, tel qu'il est promu dans des événements comme la journée d'étude du Campus Condorcet, soulève des interrogations sur sa capacité à contribuer à un débat démocratique apaisé. En essentialisant les discours et en alimentant des divisions, il peut compromettre les objectifs mêmes qu'il prétend défendre: promouvoir l'égalité et le respect des droits humains. Pour dépasser ces limites, une approche véritablement pluraliste et inclusive est indispensable, où l'analyse critique n'étouffe pas le dialogue mais le renforce.

---

## **Faire face à la politisation de la société**

### **Quand un laboratoire confond site institutionnel et site militant**

Le décolonialisme, en tant que courant de pensée, s'attache à déconstruire les héritages coloniaux qui persistent dans les structures sociales et politiques contemporaines. Toutefois, il s'accompagne parfois de dérives préoccupantes, notamment lorsqu'il flirte avec des discours antisémites. Un exemple éclairant de cette dérive est fourni par la récente

prise de position du Centre Population et Développement (CEPED), un laboratoire affilié au CNRS. En adoptant une motion de soutien explicite à la cause palestinienne, cet organisme scientifique a illustré de manière frappante le glissement de recherche académique vers militantisme politique. Ce cas particulier met en lumière le paradoxe d'un site institutionnel utilisé pour promouvoir des idéologies discutables sous le couvert de la légitimité scientifique.

L'adoption par le CEPED d'une motion exprimant une solidarité politique explicite révèle une confusion troublante entre les missions d'une institution scientifique et celles d'un collectif militant. Une telle prise de position s'éloigne radicalement des principes fondamentaux de la recherche académique, qui se doit d'être rigoureuse, neutre et objective. En s'alignant sur une cause politique spécifique, le CEPED compromet sa crédibilité scientifique, offrant ainsi un exemple frappant de l'instrumentalisation des ressources publiques à des fins idéologiques. Ce glissement, loin d'être anodin, reflète une tendance croissante dans certains cercles universitaires où la recherche est utilisée comme un outil de validation de postures militantes.

Le lien entre le décolonialisme et certaines formes d'antisémitisme devient particulièrement visible dans ce contexte. En assimilant systématiquement le sionisme à une entreprise coloniale oppressive, certains discours décoloniaux tendent à légitimer une vision manichéenne et idéologiquement orientée des conflits au Proche-Orient. Cette posture, adoptée par des institutions telles que le CEPED, risque de contribuer à la banalisation de discours antisémites, déguisés sous des arguments politiques ou critiques. En refusant de reconnaître la complexité historique et politique du sionisme et en simplifiant le débat à une opposition binaire, ces discours ne font qu'aggraver les tensions sociales, tout en mettant en péril le rôle de l'université comme espace de réflexion pluraliste.

Ce paradoxe est d'autant plus frappant que ces mêmes institutions revendiquent une position de neutralité et d'objectivité. En réalité, en soutenant explicitement une cause comme celle exprimée par la motion du CEPED, elles deviennent des acteurs militants, perdant de vue leur mission première. L'objectif de la recherche scientifique n'est pas de promouvoir une idéologie, mais d'éclairer des problématiques complexes avec nuance et impartialité. La transformation d'un laboratoire académique en tribune militante constitue une atteinte grave à la fonction fondamentale des institutions de recherche.

Par ailleurs, une telle dérive pose des questions cruciales sur l'utilisation des ressources publiques. Les institutions académiques bénéficient d'un financement qui leur est accordé précisément parce qu'elles sont perçues comme des lieux de production de savoir, indépendants des influences idéologiques ou politiques. En détournant leur mission au profit de postures militantes, elles trahissent cette confiance et sapent la légitimité même du financement public qui les soutient. Cette situation, au-delà de son impact immédiat sur la crédibilité scientifique, érode également la confiance de la société envers les institutions académiques en général.

Le cas du CEPED illustre donc un problème caractéristique où des idées idéologiquement chargées, issues du courant décolonial, infiltrent des espaces institutionnels pour y imposer des narratifs militants. Ces initiatives, bien qu'elles se présentent sous des dehors scientifiques, servent souvent à valider des cadres interprétatifs simplificateurs et polarisants, comme celui qui assimile le sionisme à une forme de colonialisme à condamner. En adoptant une telle perspective, ces institutions ne contribuent pas à éclairer le débat, mais au contraire, elles renforcent les tensions et ferment la porte à des analyses plus nuancées.

Cette dynamique appelle à une réflexion plus large sur le rôle des institutions académiques dans une démocratie. Si elles doivent rester des espaces ouverts aux idées et aux débats, elles ne peuvent se transformer en outils d'endoctrinement idéologique. Il est urgent de réaffirmer les

principes fondamentaux de neutralité et d'objectivité dans la recherche, afin de préserver la fonction essentielle des universités et laboratoires: offrir une analyse rigoureuse et équilibrée des réalités sociales et politiques, sans tomber dans le piège de l'activisme militant.

Ainsi, le cas du CEPED illustre non seulement les risques posés par l'influence croissante du décolonialisme, mais aussi les conséquences d'une déviation institutionnelle qui menace les fondements mêmes de l'université. Protéger ces espaces de savoir implique de les soustraire à ces influences idéologiques pour leur permettre de rester fidèles à leur mission: produire un savoir universel, accessible et libre des biais partisans.

### **Journée intersectionnalité et politiques migratoires à Poitiers**

L'organisation du colloque intitulé Intimité, racialisation et affects dans les migrations contemporaines révèle une tendance préoccupante à l'irruption des sciences sociales dans des questions administratives et techniques qui, historiquement, relevaient de cadres méthodologiques précis et normés. À travers l'exploration du « nœud » associant intimité, racialisation et affects, ce type de démarche tend à importer des grilles d'analyse idéologiques dans des domaines traditionnellement orientés par des considérations pragmatiques. Ce phénomène, qui peut sembler d'abord anodin ou même enrichissant, s'apparente à une forme de putsch intellectuel en cours, dont les répercussions sur la formation des cadres administratifs et sur les politiques publiques risquent d'être significatives.

En inscrivant des notions comme la racialisation ou les affects au cœur de la réflexion sur les migrations contemporaines, ce colloque ne se limite pas à analyser des données empiriques ou à proposer des solutions concrètes. Il tend à reformuler des enjeux administratifs complexes en termes de rapports de pouvoir, de subjectivités et d'inégalités structurelles. Bien que ces prismes puissent enrichir la compréhension sociologique de certains phénomènes, leur introduction dans des contextes décisionnels ou

opérationnels risque d'entraîner des décalages entre les objectifs administratifs et les attentes de ceux qui héritent de ces cadres théoriques. Cette dynamique, qui influe directement sur la formation des étudiants et futurs cadres de l'administration, pose des questions sur leur capacité à traiter des questions techniques sans s'enliser dans des analyses idéologisées.

L'administration publique a pour mission de mettre en œuvre des politiques pragmatiques et efficaces, souvent en réponse à des questions immédiates et complexes. L'irruption de cadres analytiques issus des sciences sociales, comme celui développé dans ce colloque, tend à détourner cette mission en remplaçant des critères techniques par des catégories conceptuelles qui, bien que stimulantes intellectuellement, ne sont pas toujours adaptées aux besoins opérationnels. Par exemple, considérer la racialisation comme une clé de lecture systématique des politiques migratoires pourrait limiter la capacité des administrations à prendre en compte des impératifs juridiques, économiques ou logistiques essentiels. Ces approches risquent de polariser les débats internes à l'administration et d'accroître les tensions dans la mise en œuvre des politiques publiques.

Un autre enjeu majeur concerne la formation des générations d'étudiants qui intégreront ces institutions. En intégrant des notions telles que celles explorées lors de ce colloque dans les cursus académiques, ces étudiants sont exposés à des cadres interprétatifs qui pourraient orienter leur compréhension des enjeux administratifs vers une surinterprétation des dynamiques de pouvoir et des discriminations. Cette exposition, sans contrepoids méthodologique clair, risque de réduire leur aptitude à considérer les questions migratoires sous des angles pluriels et à équilibrer rigueur technique et réflexivité sociologique. Ces cadres intellectuels, aussi pertinents soient-ils dans une sphère académique, peuvent devenir inadaptés lorsqu'ils sont transposés dans des contextes où prime la recherche de solutions concrètes et consensuelles.



Cette infiltration des sciences sociales dans l'administration publique ne serait pas problématique si elle se limitait à un enrichissement critique des outils décisionnels. Cependant, en cherchant à redéfinir les problèmes techniques en termes de dynamiques identitaires ou affectives, elle redessine les priorités et complexifie les processus décisionnels. Le risque est d'entraîner l'administration dans des débats idéologiques prolongés, au détriment de sa capacité à produire des politiques publiques efficaces et cohérentes. Cette redéfinition des cadres de réflexion semble moins guidée par une volonté de répondre aux besoins concrets des administrés que par un désir d'imposer une lecture militante et normative des enjeux sociaux.

Ce phénomène, qui peut être vu comme une forme de colonisation intellectuelle des institutions publiques, appelle à une vigilance accrue. Les cadres administratifs de demain doivent être formés à naviguer entre des impératifs techniques et des réflexions sociologiques sans se laisser absorber par une seule grille de lecture. Le recul critique devient alors une compétence indispensable pour éviter que l'administration publique ne se transforme en un espace idéologisé, incapable de répondre aux exigences pratiques des politiques publiques. Une telle évolution mettrait non seulement en péril l'efficacité des institutions, mais aussi leur crédibilité auprès des citoyens, qui attendent de ces structures des réponses pragmatiques et justes, non des arbitrages dictés par des paradigmes théoriques.

## **L'antisémitisme universitaire**

L'antisémitisme universitaire, tel qu'il est analysé par François Rastier dans son article *L'antisémitisme universitaire dans la guerre hybride mondialisée*, constitue une dérive alarmante dans le paysage académique contemporain. Ce phénomène, qui s'inscrit dans une dynamique intersectionnelle et militante, dépasse les frontières des débats intellectuels pour s'insinuer dans les institutions universitaires. Il témoigne d'un basculement où des

courants idéologiques parviennent à détourner des espaces de savoir au profit de narratifs militants, avec des conséquences profondes sur les missions fondamentales de l'université.

Une première observation réside dans l'infiltration de l'idéologie intersectionnelle dans les structures universitaires, souvent au détriment des principes de neutralité académique. Ce cadre, en remplaçant les luttes identitaires au cœur des enseignements et des pratiques institutionnelles, transforme certains mouvements islamistes tels que le Hamas ou le Hezbollah en acteurs légitimes des luttes sociales globales. Ces groupes, décrits par des figures académiques influentes comme Judith Butler comme des «mouvements de gauche», bénéficient ainsi d'une validation intellectuelle qui confère à leurs revendications une apparence de légitimité académique. Cette situation illustre un détournement des objectifs pédagogiques, où la recherche et l'enseignement se retrouvent subordonnés à des logiques militantes.

Un autre aspect critique de cette dynamique est l'impact des financements étrangers, notamment ceux émanant de pays tels que le Qatar et l'Arabie saoudite. Ces financements, souvent présentés comme des contributions philanthropiques, permettent une influence directe sur les programmes, les recrutements et les orientations de recherche. L'exemple de Tariq Ramadan, dont la chaire à l'Université d'Oxford aurait été financée à hauteur de 10 millions de livres par le Qatar, illustre la manière dont des acteurs extérieurs utilisent les universités comme vecteurs de soft power. Ce type d'ingérence, qui dépasse de loin l'achat symbolique de clubs de football ou d'événements sportifs, montre comment les universités peuvent devenir des relais d'influence pour ceux qui savent y investir stratégiquement.

Cette dérive s'accompagne d'une institutionnalisation des pratiques militantes au sein des universités, notamment à travers des dispositifs tels que les programmes de diversité, d'égalité et d'inclusion (DEI). Ces politiques, bien qu'animées par des intentions louables de lutte contre les

discriminations, sont instrumentalisées pour imposer une idéologie intersectionnelle rigide. La nomination de référents dédiés à la diversité, dotés de pouvoirs disciplinaires, participe à la transformation des universités en espaces de contrôle idéologique, où toute forme de dissidence peut être réprimée. Cette situation reflète une logique de surveillance et de dénonciation, éloignée des idéaux de liberté intellectuelle qui devraient prévaloir dans les institutions académiques.

Les conséquences de cette évolution ne se limitent pas à une modification des pratiques internes des universités. Elles se manifestent également par une dégradation du climat académique et des relations entre les étudiants et le corps enseignant. Rastier souligne des incidents troublants, tels que l'expulsion d'étudiants juifs de certains amphithéâtres au motif qu'ils seraient sionistes ou encore le blocus d'un examen d'hébreu à Lille. Ces actes, qui témoignent d'un antisémitisme explicite, trouvent un écho dans des discours universitaires qui légitiment la haine d'Israël au nom de luttes politiques. En ciblant Israël comme une forme de colonialisme à abolir, ces discours contribuent à la propagation d'une vision biaisée et simpliste des conflits mondiaux, qui alimente les tensions sociales au sein même des universités.

Enfin, cette dynamique s'inscrit dans une logique internationale où les politiques militantes des universités s'alignent sur des enjeux géopolitiques. Les campagnes pour boycotter les institutions académiques israéliennes, sous prétexte de solidarité avec la Palestine, reflètent une stratégie globale visant à isoler Israël sur le plan intellectuel et scientifique. Ces initiatives, loin de favoriser un débat pluraliste, renforcent les divisions et compromettent les valeurs de dialogue et de coopération qui devraient définir les échanges universitaires.

En somme, l'antisémitisme universitaire analysé par Rastier révèle une transformation inquiétante des institutions académiques en lieux de militantisme idéologique. En substituant à leur mission fondamentale de transmission des savoirs une logique de validation de discours militants,

ces institutions mettent en péril leur crédibilité et leur rôle dans la société. Il est urgent de réaffirmer les principes de neutralité et de pluralisme dans l'enseignement supérieur, afin de préserver la liberté intellectuelle et de garantir que les universités restent des espaces de réflexion ouverts, capables de résister aux influences idéologiques et aux ingérences extérieures.

## Conclusion : Construire une résistance collective et intellectuelle

Face aux injonctions identitaires de certains milieux professionnels ou académiques, la tentation de se taire peut sembler être la solution la plus sûre. Pourtant, ce silence est souvent interprété comme une forme d'acquiescement, renforçant ainsi la minorité bruyante qui impose ses revendications au détriment du débat pluraliste. Résister ne signifie pas forcément entrer en conflit, mais implique de refuser l'autocensure et de défendre, calmement mais fermement, ses convictions. Se sentir isolé dans une telle démarche est courant, mais cela ne signifie pas que l'on est seul. De nombreuses personnes partagent les mêmes préoccupations, même si elles n'osent pas s'exprimer. Il est donc essentiel de prendre la parole, non pour convaincre immédiatement, mais pour ouvrir des espaces de réflexion et briser l'apparente unanimité.

Un premier pas consiste à identifier et rejoindre des groupes ou associations qui œuvrent pour la défense de la liberté académique et de l'universalisme. Ces collectifs permettent de mutualiser les expériences, de s'appuyer sur des réseaux de soutien et de développer des stratégies pour contrer les dérives identitaires. En s'organisant, il devient possible de démontrer que les injonctions idéologiques ne représentent pas l'ensemble des acteurs d'un milieu professionnel ou académique. Ces démarches collectives ne visent pas à créer un antagonisme, mais à réaffirmer l'importance de la diversité des idées et du respect mutuel.

Un autre frein souvent évoqué pour justifier le silence est la crainte des répercussions professionnelles ou sociales. Cependant, l'expérience montre qu'assumer publiquement ses idées peut être bénéfique, à condition de le faire avec sincérité et respect. La peur de l'« outing » anti-woke, ou de l'étiquetage comme opposant aux idéologies dominantes, est généralement exagérée. Dans de nombreux cas, prendre position suscite une forme de

respect, même chez ceux qui ne partagent pas vos idées. Être authentique dans ses convictions, sans chercher la confrontation systématique, permet de construire des relations professionnelles fondées sur la confiance. À l'inverse, la posture de complaisance face aux injonctions identitaires, souvent perçue comme une faiblesse, peut fragiliser la crédibilité à long terme.

Enfin, il est crucial de comprendre que la gouvernance par la terreur intellectuelle – où la peur d'être marginalisé ou « cancel » paralyse les débats – est un gouffre démocratique. Cette dynamique repose sur l'intimidation et la culpabilisation, érodant progressivement les principes fondamentaux de liberté d'expression et de pluralisme. Accepter cette gouvernance, même par omission, c'est contribuer à l'affaiblissement des valeurs démocratiques. Résister à cette logique implique de réaffirmer les principes de dialogue et de respect des opinions divergentes, tout en dénonçant les pratiques qui cherchent à disqualifier ou à réduire au silence les voix dissidentes.

Pour résister efficacement, il ne suffit pas de critiquer les injonctions identitaires: il faut proposer une alternative positive, un discours qui valorise l'universalisme, l'esprit critique et le débat argumenté. Ce discours, loin d'être réactionnaire, vise à préserver les conditions nécessaires à une société ouverte et démocratique. Résister, c'est donc avant tout oser être soi-même, s'organiser collectivement et agir avec la conviction que défendre la liberté de pensée est non seulement un droit, mais aussi une responsabilité.







## **Manifeste de l'Anti-Wokisme**

Un spectre hante les sociétés contemporaines : celui du wokisme. Dans les universités, les administrations, les espaces publics et professionnels, une idéologie insidieuse cherche à redéfinir les normes culturelles, sociales et politiques. Elle se revendique de l'inclusion, de l'égalité et de la justice sociale, mais s'inscrit en réalité dans une logique de division, de censure et d'oppression idéologique. Nous, opposants au wokisme, nous levons pour défendre les valeurs universelles, la liberté d'expression et le pluralisme démocratique contre cette dérive intellectuelle et politique.

### **Les principes fondamentaux**

Nous croyons en l'universalité des droits humains, en l'égalité républicaine et en la primauté de la raison sur les émotions. Notre engagement repose sur la défense de la liberté d'expression, la neutralité des institutions et la séparation entre sciences et idéologie. Nous rejetons les catégories identitaires fragmentantes qui opposent les individus les uns aux autres en fonction de leur race, de leur sexe ou de leur orientation sexuelle. Nous affirmons que la citoyenneté et la dignité humaine transcendent ces distinctions.

### **Ce en quoi nous croyons**

Nous croyons en une société où les débats intellectuels sont libres, où la diversité des idées est protégée et où chacun peut exprimer ses convictions sans crainte de censure ou de représailles. Nous croyons en des institutions fortes, qui ne se plient pas aux pressions militantes, mais qui servent l'intérêt général. Nous croyons

également en la science comme un outil de production d'un savoir objectif et autonome, ayant sa fin en soi.

### **Nos objectifs**

Notre objectif est de restaurer la primauté des valeurs républicaines dans tous les aspects de la vie sociale et politique. Nous visons à dépolitiser les institutions publiques, à rétablir la neutralité académique et à protéger les espaces professionnels et publics des influences idéologiques. Nous cherchons également à renforcer l'esprit critique des citoyens, en particulier des jeunes générations, pour qu'ils puissent résister aux manipulations intellectuelles.

### **Nos moyens d'action**

Nous appelons à l'union de tous ceux qui refusent les dérives woke, à travers des actions de sensibilisation, de mobilisation et de résistance intellectuelle. Nous encourageons la formation de collectifs citoyens, la défense juridique contre les abus idéologiques, et l'engagement dans les débats publics. Nous croyons que le combat contre le wokisme passe par une réappropriation des espaces de réflexion, une vigilance accrue dans les institutions et une solidarité entre tous les acteurs engagés pour la liberté.







*Xavier-Laurent Salvador est maître de conférences en langue et littérature médiévales à l'Université Sorbonne Paris Nord. Il est en Europe aujourd'hui le dernier spécialiste de la littérature biblique en ancien français, et particulièrement de la Bible Historiale de Guyart des Moulins, véritable encyclopédie nourrie de culture juive. Il préside le Laboratoire d'Analyse des Idéologies Contemporaines (LAIC).*

Face à l'expansion des idéologies woke, cet ouvrage propose une réflexion lucide et incisive sur les dérives identitaires et idéologiques qui fracturent nos sociétés. À travers une analyse rigoureuse et des exemples concrets, il révèle comment ces logiques menacent les fondements de la démocratie, la neutralité des institutions et la liberté d'expression. Plus qu'un constat, ce livre est un appel à la résistance intellectuelle et citoyenne pour préserver l'universalité, le débat et la raison dans un monde en quête d'équilibre.

